

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Les cheminots tiennent tête à Macron

- Dégel en Corée
- Référendum en Nouvelle-Calédonie
- Gaz et pétrole au Moyen-Orient
- La situation aux États-Unis



Au sommaire de ce numéro

Les cheminots tiennent tête à Macron	1
Corée: un dégel sous la menace d'un revirement des États-Unis	9
Référendum en Nouvelle-Calédonie, entre domination coloniale et impasse nationaliste	13
Les enjeux gaziers et pétroliers aux Proche et Moyen-Orient	19
La situation politique, économique et sociale aux États-Unis en 2018	24

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Monde 24 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 - BIB PSSTFRPPPAR



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 -
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Les cheminots tiennent tête à Macron

Depuis le 3 avril, par leur mouvement de grève, les cheminots s'opposent avec détermination au plan baptisé «pacte ferroviaire». En supprimant leurs maigres protections sociales, en particulier la garantie statutaire contre les licenciements économiques, le gouvernement veut contraindre les cheminots au recul général de leurs conditions d'existence. Confronté à un mouvement puissant, et alors qu'il devait recevoir le 7 mai les organisations syndicales, le Premier ministre Édouard Philippe excluait toujours de toucher aux principes mêmes de la réforme. Mais, par sa durée et par ses caractéristiques, la grève des cheminots constitue un fait politique, non seulement parce qu'elle oppose frontalement une fraction du monde du travail au gouvernement, mais aussi parce que, bien loin d'être corporatiste, elle met au contraire en jeu le rapport de force entre les classes sociales.

LA RÉFORME FERROVIAIRE : UNE DÉCLARATION DE GUERRE AUX CHEMINOTS

La réforme présentée le 26 février 2018 par Édouard Philippe contient trois mesures principales : l'ouverture à la concurrence, la transformation en sociétés anonymes des trois Epic (établissements publics à caractère industriel et commercial) qui composent aujourd'hui la SNCF et la fin du recrutement des cheminots au statut.

L'ouverture à la concurrence du transport de voyageurs, à partir de 2019 pour les TER et 2020 pour les TGV, a été préparée par les réformes et le gouvernement précédents. Elle a comme objectif de fournir aux capitaux du privé les secteurs rentables, sans investissements de leur part ni en matériel ni en formation. Elle se traduira donc par une privatisation d'une partie du transport ferroviaire, au fur et à mesure des pertes de marchés par la SNCF, sans même attendre la privati-

sation des morceaux rentables de la SNCF elle-même, dont la transformation en société anonyme est le préalable.

Mais le plan gouvernemental est avant tout une offensive brutale visant à soumettre les cheminots au joug du capital, qu'il soit public ou privé.

La réforme prévoit tout d'abord que, en cas de perte de marché par la SNCF au profit du privé ou d'une de ses filiales, les cheminots nécessaires seront transférés, sous peine de licenciement. Avec ou sans statut, ils seront soumis, dans un délai de 15 mois maximum, à la réglementation du travail, aux conditions d'avancement, à la définition des métiers, à la flexibilité générale des horaires et des tâches imposés par accord d'entreprise ou par la convention collective du ferroviaire, très régressive.

Mais, sans même attendre le transfert, au gré des appels d'offres, de cheminots au secteur privé, le gouvernement entend d'ores et déjà démolir

leurs conditions d'existence à l'intérieur même de la SNCF.

En abolissant le recrutement au statut à partir de 2020, le gouvernement veut supprimer la garantie d'emploi dont 90% des cheminots disposent encore, à l'instar des fonctionnaires. Il s'agit, en mettant un nombre croissant de cheminots sous la menace permanente du licenciement, d'affaiblir leur résistance individuelle et collective. Le journal financier *Les Échos* (26 avril) décrit cyniquement les bénéfices attendus par le patronat de la fin du statut : « *On est plus fort quand on dispose d'un emploi à vie. Le nouveau cadre devra mettre fin aux particularismes locaux, à tel ou tel avantage accordé çà et là au fil des mouvements sociaux. Surtout, à l'instar de ce qui se pratique chez Transdev, entreprise privée de transport, la polyvalence sera à l'ordre du jour. À la SNCF, chaque fonction est strictement définie et personne ne peut sortir de son rôle, ce qui gonfle les effectifs.*



FRANCE BLEUE

Manifestation contre le plan Juppé en 1995. La défaite du gouvernement de l'époque face aux cheminots a poursuivi les gouvernements jusqu'à aujourd'hui.



SERGE D'IGNAZIO

Manifestation des cheminots du 4 avril 2018, les cheminots ont conscience du fait que, derrière eux, l'ensemble du monde du travail est attaqué.

Il sera aussi question de souplésser horaire. Dans le sillage de l'abandon du statut c'est aussi un changement des habitudes de travail des cheminots qui se dessine. » L'objectif est bien de faire reculer brutalement les conditions de travail et d'existence de tous les cheminots, quels que soient leur métier, leur âge, leur contrat ou le statut, public ou privé, de leur entreprise.

En 1898, parmi les revendications des cheminots français, « ces esclaves salariés en uniforme, képi de service ou blouse de travail », suivant l'expression de la révolutionnaire allemande Rosa Luxemburg, figuraient déjà « l'embauche définitive des ouvriers et employés de service après un an de service » et la « suppression des pénalités et l'interdiction du licenciement immédiat des ouvriers et employés »¹. Cela fut obtenu, sous la forme de « statut », après la grève générale des cheminots de 1920. Le gouvernement veut donc infliger une défaite historique aux cheminots.

Au travers du recours croissant à la sous-traitance, à l'emploi de CDD, d'intérimaires ou de contrats d'apprentissage, la précarité s'est largement introduite dans le ferroviaire ces dernières années. Mais il s'agit là de faire de chaque cheminot un salarié transférable ou licenciable, de généraliser la précarité au cœur des ateliers, des gares et des chantiers, et de tenter de casser la solidarité qui continue d'exister au quotidien entre travailleurs face à l'arbitraire patronal.

LES PRÉTENTIONS DE MACRON

À peine intronisé, Macron avait montré son intention d'enclencher l'épreuve de force avec

les cheminots. Dès le 1^{er} juillet 2017, lors d'une entrevue organisée avec dix cheminots, il promettait pêle-mêle la suppression des régimes spéciaux de retraite, au plus tard début 2019, et d'aller « plus loin sur les réformes, le statut, la mobilité ». Avec son mépris de classe, il s'adressait aux cheminots de cette façon : « Vous protéger, ce n'est pas protéger votre statut ou le job d'hier » ; ou encore : « Votre défi sera de ne pas rester sur la protection du passé. »² Mais le prétendu « job d'hier » est au contraire celui qui permet aux trains de circuler. Et, en cessant le travail, les cheminots en ont justement fait la démonstration.

En tout cas, le job de Macron, lui, était clair : infliger une lourde défaite aux cheminots.

Sa feuille de route était tout d'abord, comme tout bon serviteur de la bourgeoisie, de continuer la guerre de classe menée par les gouvernements successifs contre le monde du travail. C'est ainsi qu'il a achevé le plan de démolition du Code du travail, entamé par la loi El Khomri, par une série d'ordonnances à l'automne dernier. Il a annoncé des suppressions drastiques d'emplois dans la fonction publique, augmenté la CSG pour les retraités, tout en faisant un cadeau fiscal annuel de cinq milliards d'euros aux plus riches.

Mais, en attaquant de front les cheminots, Macron avait aussi des objectifs qui lui étaient propres : montrer qu'il était capable, en tant que président à poigne, de mettre au pas une fraction du monde du travail réputée combative et organisée syndicalement. Et cela, contrairement à ses prédécesseurs.

En effet, depuis l'échec de Juppé face à la grève des cheminots en 1995, les gouverne-

ments et les dirigeants de la SNCF ont certes imposé des reculs aux cheminots, par la destruction annuelle en moyenne de 3000 postes, par la dégradation des conditions de travail, par la remise en cause des droits à la retraite, puis par les réformes préparant le cadre juridique de la privatisation du transport ferroviaire. Mais ils ont toujours procédé avec prudence, en particulier en évitant de heurter de front les organisations syndicales cheminotes, en particulier la plus puissante d'entre elles, la CGT, instruits par l'expérience de Juppé en 1995.

Un exemple de cette prudence : la réforme de 1997 coupant en deux la SNCF était, du point de vue de la bourgeoisie, inachevée et impropre à fournir le cadre d'une privatisation du transport, parce que le gouvernement considérait à l'époque, selon un rapport ultérieur de la Cour des comptes, que « le transfert de personnel [...] ne pourrait pas être accepté par les organisations syndicales qui ont toujours défendu l'unité de la SNCF ».

Autre exemple : en 2003, lors de la réforme des retraites du privé et du public qui mit en grève des centaines de milliers de travailleurs, en particulier de la fonction publique et des transports, Fillon jugea finalement plus sage de laisser provisoirement de côté la réforme des régimes spéciaux, comme celui des cheminots. Il bénéficia, dans cette entreprise de division du mouvement, de la complicité tacite des organisations syndicales cheminotes qui, malgré la mobilisation très importante à la RATP comme à la SNCF, ne cherchèrent en aucun cas à en faire un nouveau 1995³.

Le recul de 2003 fut suivi de

1 Rosa Luxemburg, « Sur le mouvement des cheminots français », 21 août 1898.

2 *Les Infos le Mag* – Journal interne à la SNCF, juillet 2017.

3 « EDF-GDF, RATP, SNCF – Les mouvements dans le secteur public contre la réforme des retraites », *Lutte de classe* n° 74, été 2003.



**Cheminots
EN GREVE!**



bien d'autres, à la SNCF comme ailleurs. Mais à chaque occasion, y compris lors du récent mouvement de 2016, les gouvernements ont pris soin, afin de déminer le terrain et surmonter la résistance des cheminots, de ménager les intérêts des syndicats, de leur permettre de sauver la face et de se présenter comme de bons avocats, capables de négocier les reculs et de réussir à limiter les dégâts.

Macron, lui, a donc voulu faire la démonstration qu'il pouvait mettre à genoux les cheminots sans réaction massive de leur part et qu'il n'avait nul besoin pour cela des services des syndicats, même des plus zélés soutiens aux réformes dans le passé, comme l'UNSA et la CFDT.

LA RIPOSTE DES CHEMINOTS

Mais il est tombé sur un os : la puissance et la durée de la réaction des cheminots. En effet le mouvement de grève des cheminots commencé le 3 avril par périodes de 48 heures tous les cinq jours, sans être explosif, reste solide et déterminé au bout d'un mois. Ainsi, le 27 avril, le journal *Les Échos* était contraint de constater à propos de ce bras de fer : « Pas encore de perdant, ni de gagnant ».

Ce n'est pas tant la tactique des syndicats qui explique la force du mouvement que l'ampleur des attaques gouvernementales.

La publication du rapport Spinetta le 15 février puis celle du plan gouvernemental le 26 février avaient, dès que les militants en eurent divulgué le contenu, soulevé l'indignation dans les gares et les ateliers par la violence des attaques qu'ils contenaient. Autre facteur : la campagne odieuse du gouvernement, amplement relayée par les médias, sur les

prétendus privilèges des cheminots ou leur responsabilité dans les pannes à répétition, indignait y compris une grande partie de l'encadrement, même supérieur.

Les syndicats réagirent avec virulence à l'annonce de la procédure par ordonnances qui ramenait les rencontres ministère-syndicats à de pures mises en scène. Laurent Brun, secrétaire de la CGT cheminots, déclara : « Pour faire plier le gouvernement, il va sans doute falloir un mois de grève. » (*Le Parisien*, le 26 février) La CFDT cheminots, elle, se déclarait sur le moment favorable à une grève reconductible dès le 14 mars. Mais il s'agissait avant tout d'un discours destiné, non pas aux cheminots, mais au gouvernement. Non pour exiger le retrait du plan, mais afin de l'inciter à en discuter le contenu au travers de négociations. Mais le ton combatif des directions syndicales contribuait à chauffer l'ambiance.

Le 22 mars, une manifestation nationale des cheminots à Paris était prévue de longue date par la CGT, ralliée par les autres fédérations syndicales cheminotes. Cette manifestation fut impressionnante, avec près de 25 000 manifestants, soit un cheminot sur six, et par son dynamisme. Les cheminots répondaient « présents ! » L'immense majorité des manifestants défilaient derrière des banderoles CGT. La grève était aussi très suivie dans la plupart des régions, alors que la CGT n'avait pas déposé de préavis national.

Le 15 mars, réunis en interfédérale, les directions syndicales, à l'initiative de la CGT, avaient décidé de lancer un calendrier de grève par périodes de 48 heures de grève tous les cinq jours à compter du 3-4 avril jusqu'à fin juin. Sud-Rail choisissait, de son côté, de déposer un préavis national de grève reconductible à partir du

3 avril, sans pour autant avoir le crédit ni le poids militant pour l'impulser.

Le calendrier de trois mois choisi par les organisations syndicales accompagnait donc celui du gouvernement, puisque la publication des ordonnances doit avoir lieu avant l'été 2018. Ce n'est pas anodin, puisque les syndicats ne réclament pas, contrairement à 1995, le retrait du plan gouvernemental, mais d'en négocier le contenu sur la base des « huit points » des quatre fédérations, parmi lesquels la reprise de la dette et un plan de relance du ferroviaire occupent une place prépondérante. De la même façon, ils se gardent bien d'expliquer qu'il faudra, face à la détermination du gouvernement, opposer une détermination au moins aussi grande et se préparer à jeter, le moment venu, toutes les forces dans la bataille. Ce n'est pas une surprise. L'objectif des directions syndicales n'est pas d'aller au maximum des possibilités d'un mouvement, mais de montrer, en s'appuyant sur la mobilisation des grévistes, que Macron a tort de fouler aux pieds leurs intérêts et de mépriser leurs offres de services, et qu'il doit au contraire compter avec elles. Pour cela, elles sont prêtes à s'appuyer sur les grévistes, mais en gardant en permanence le contrôle du mouvement. Il est par exemple notable que la fédération CGT, dès le 23 mars, mettait en garde ses militants dans une note interne contre « les perturbateurs qui agitent la grève reconductible comme seule arme efficace, selon eux », et interdisait à ses militants et syndiqués « de prendre part à un quelconque vote pour une reconduction le 5 avril ».

Pour autant, il est vite apparu que, quelles que soient les arrière-pensées des syndicats, les cheminots se sont emparés de ce cadre de mobilisation, sans chercher jusqu'à présent à le déborder. Hormis quelques

rare secteurs où des cheminots ont choisi de rester en grève reconductible afin de militer pour que le mouvement se renforce entre deux périodes, la masse des grévistes s'inscrit dans ce calendrier. Et, sur cette base, les cheminots ont construit un mouvement qui pose problème au gouvernement et au patronat.

Dès le 3 avril, le pourcentage de grévistes, d'après la direction, était comparable au 22 mars. Il atteignait 77% chez les conducteurs, 69% chez les contrôleurs, 39% chez les aiguilleurs, mais aussi 43% chez

les agents du matériel. 40% des agents de maîtrise étaient en grève, et même 17% des cadres. Il s'est maintenu à un haut niveau depuis cette période. Un nombre significatif de cheminots ne sont grévistes que sur certains jours du calendrier, mais beaucoup se sentent totalement partie prenante du mouvement.

La force du mouvement se mesure aussi à la participation importante aux piquets de grève et aux assemblées. La CGT recense entre 12 000 et 15 000 cheminots participant les jours de grève aux diffé-

rentes assemblées générales. Dans ces assemblées, qui ont pu à Paris atteindre plus de 400 participants cheminots à la gare du Nord ou la gare de Lyon, les interventions de travailleurs d'autres secteurs ou d'étudiants sont toujours chaleureusement applaudies. Il n'y a pas le moindre corporatisme. Il y a au contraire l'espoir que la mobilisation des cheminots puisse inciter d'autres secteurs à relever la tête.

De la même façon, les rencontres avec d'autres travailleurs lors de diffusions de tracts aux usagers, d'opérations sur les péages d'autoroutes, montrent la sympathie que rencontre ce mouvement auprès des autres travailleurs et renforcent le moral et la détermination de tous.

Malgré les manœuvres de la direction pour faire circuler coûte que coûte les trains, instaurant des primes de traction pour les cadres acceptant de remplacer les grévistes, allant jusqu'à recruter en CDD des conducteurs retraités, la circulation est fortement affectée depuis un mois.

C'est non seulement le fait de la grève des roulants, des aiguilleurs, mais aussi de celle des agents du matériel. Celle-ci affecte l'entretien et la disponibilité des trains, y compris en dehors des jours de grève. Du coup, de nombreux conducteurs se trouvent mis en repos ou en formation, faute de trains disponibles.

LA GRÈVE COMMENCE À GÊNER LE PATRONAT

Du côté du patronat, le mécontentement monte. Ainsi le Medef s'indigne que « le mouvement de grève perlée perturbe l'activité économique, que ce soit pour le déplacement des salariés ou pour le fret. Les activités dépendant du fret ferroviaire sont particulièrement touchées par



Lors du rassemblement au métro École militaire de Paris, le 3 mai 2018.

la désorganisation engendrée par cette grève.»⁴ Au fret SNCF, seul un train sur deux a circulé depuis le début du mouvement, mais la grève a aussi touché les transporteurs privés en raison de la grève des aiguilleurs. Selon l'association patronale des utilisateurs du fret, « tous les secteurs sont impactés. Cela devient plus compliqué pour les chargeurs de s'organiser. [...] Les deux premières semaines ont été anticipées, les entreprises ont procédé à du surstockage, accru le recours au transport routier. Globalement, cela s'est relativement bien passé. Ces moyens atteignent désormais leur limite.»⁵ Ainsi la filière céréalière est la plus sensible, car les silos à grains doivent être impérativement vidés avant les prochaines moissons. Il en va de même pour les transports de granulats : des retards de chantier, comme celui du métro Grand Paris Express, commencent à être envisagés.

Et dans les milieux patronaux certains s'impatientent et disent que cette grève a déjà trop duré. En affichant sa volonté de faire plier les cheminots, sans leur céder quoi que ce soit, ni à leurs syndicats, Macron avait évidemment le soutien du patronat... à condition qu'il réussisse. Et cela n'a pas fonctionné comme prévu. Macron a réussi à se mettre à dos tous les cheminots ou presque, et à avoir contre lui, même de manière tacite, une majorité de travailleurs. Le côté massif, dès le début, de la mobilisation des cheminots, ainsi que le fait qu'elle dure, ont été une mauvaise surprise pour le gouvernement comme pour la bourgeoisie. Les cheminots, malgré toutes les limites de leur mouvement, apparaissent ainsi comme ceux qui ne se sont pas laissés faire. Cela, on peut d'ores et déjà le mettre à l'actif de leur mouvement.

NE PAS LÂCHER LA PROIE POUR L'OMBRE

Alors, aujourd'hui, une fraction croissante du patronat estime que le gouvernement doit trouver les moyens de faire cesser la grève, quitte à céder sur certains points.

La reprise de la dette de SNCF réseau pourrait faire partie d'un tel accord avec les syndicats. En effet ceux-ci depuis longtemps présentent ce point comme leur première exigence. Il s'agit d'un piège. La reprise de la dette par l'État ne serait en aucun cas un recul du gouvernement, et encore moins une garantie quelconque pour les cheminots. La nécessité de reprendre la dette ferroviaire est ouvertement envisagée par la bourgeoisie depuis trente ans. En effet peu importe aux capitalistes que la dette soit celle de l'État ou de la SNCF, pourvu que continue de tomber dans les poches des banquiers les 1,7 milliard d'intérêts annuels et que les commandes publiques continuent d'assurer de juteux profits aux marchands de béton ou de matériel ferroviaire. C'est exactement le chantage qu'avait proposé Macron en juillet dernier, en disant aux cheminots : « *Franchement, si on reprend la dette, quel nouveau pacte social la SNCF est-elle prête à avoir ?* »

Les cheminots en sont tous convaincus : cette dette n'est en aucun cas la leur, ils n'ont pas à s'en préoccuper. Elle sert de prétexte aux mauvais coups ? Mais, dans bien des entreprises, et demain à la SNCF, d'autres arguments sont utilisés : la compétitivité, la concurrence, etc. Alors, ce qui compte, ce n'est pas d'ôter le prétexte, c'est de parer aux mauvais coups. Plus que jamais les cheminots doivent défendre leurs

revendications de classe : l'assurance de conserver leur emploi, leur salaire, leur retraite, la défense de leurs conditions de travail pour aujourd'hui et pour demain, pour eux comme pour les futurs embauchés.

Ce sont justement ces revendications dans lesquelles tous les travailleurs peuvent se reconnaître, car ce sont les mêmes attaques qu'ils vivent au quotidien.

Le simple nom de Macron suscite la haine et le dégoût parmi bon nombre de travailleurs. En se défendant avec fierté, les cheminots montrent qu'il est possible de lui tenir tête. Macron et ses ministres peuvent les calomnier, mais ils ne peuvent se passer d'eux pour faire rouler les trains.

Rien que par sa durée, ce mouvement constitue un fait politique. Il montre que les cheminots ont relevé la tête. De plus, quelles que soient les limites de la grève, c'est un mouvement qui n'est pas marqué par le corporatisme. Les grévistes ont au contraire conscience que l'attaque qu'ils subissent fait partie d'une vaste offensive contre le monde du travail. C'est aussi cette conviction, qui s'exprime bien souvent dans les assemblées, dans les discussions, celle de se battre non seulement pour eux, pour leurs enfants, mais pour l'avenir de la société, qui est à la base de la détermination de bon nombre de grévistes. Laurent Berger, le dirigeant de la CFDT, peut toujours déclarer que, « *quand on veut faire croire que c'est en conjuguant tous ces mécontentements qu'on obtiendrait des résultats concrets pour les travailleurs, on les leurre* » et ne croire qu'aux « *résultats secteur par secteur* »⁶, les cheminots, eux, souhaitent au contraire que leur mouvement

4 Communiqué de presse du Medef, « Grèves SNCF : Le Medef salue la nomination d'un coordinateur national pour le fret », 26 avril 2018.

5 Cité par *Les Échos* du 26 avril 2018.

6 Interview de Laurent Berger sur BFM et RMC, le 5 avril 2018.

puisse entraîner d'autres travailleurs. Dès lors, loin d'être enfermés dans des discours et des actions catégorielles, les grévistes sont ouverts vers l'extérieur, cherchent à organiser actions et manifestations avec d'autres catégories de travailleurs, ce qu'on n'avait pas vu depuis longtemps à cette

échelle. Ils contribuent, à une tout autre échelle que de petites organisations comme la nôtre, à propager l'idée que les travailleurs ont les mêmes intérêts et que leurs luttes doivent se rejoindre. Il s'agit là de quelque chose de positif et de visible.

Alors, outre ses enjeux écono-

miques, la grève des cheminots peut donc avoir bien d'autres conséquences, politiques: faire cheminer l'idée fondamentale que la classe ouvrière a les moyens de s'opposer victorieusement au patronat et à ses laquais arrogants.

3 mai 2018



Des assemblées générales fournies. Ici, celle de la Gare de Lyon, le 22 mars.



Corée : un dégel sous la menace d'un revirement des États-Unis

Soixante-cinq ans après la fin de la guerre de Corée qui a partagé le pays, on a vu le 27 avril dernier les dirigeants des deux États coréens officiellement toujours en guerre se rencontrer au poste-frontière de Panmunjom, dans la zone dite démilitarisée, pour parler de paix et s'amuser devant les caméras à franchir la fameuse frontière, dans un sens et dans un autre. Donald Trump, le président américain, dirigeant de la puissance tutélaire du régime du Sud depuis sa création, s'est réjoui de cette rencontre en s'en attribuant le mérite, lui qui quelques mois auparavant menaçait de destruction la Corée du Nord. Tout cela illustre à quel point le danger de guerre nucléaire, évoqué autant par le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un que par Trump, était de la mise en scène de part et d'autre.

Quoi qu'en disent les médias occidentaux, la Corée du Nord n'a jamais été ni un régime communiste ni un « pays de fous ». Ce régime nationaliste fut mis en place au nord du pays, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, après que l'impérialisme américain, dont les troupes occupaient le Sud, y eut installé une dictature fantoche. En 1950, Washington usa de toutes ses ressources militaires pour s'opposer à une tentative de réunification du pays par les troupes nord-coréennes. Ce fut la guerre de Corée, qui se termina en 1953, après avoir fait trois millions de morts. Elle se termina par un armistice, sans que le Nord et le Sud aient jamais signé de traité de paix. Depuis cette date, la Corée du Nord n'a cessé de subir un embargo imposé par l'impérialisme américain, qui a étouffé son développement.

Tous les dictateurs nord-coréens qui se sont succédé de père en fils, Kim Il-sung (de 1948 à 1994), Kim Jong-il (de 1994 à 2011) et Kim Jong-un

(depuis 2011), ont cherché à rompre cet isolement économique forcé. Dans un premier temps grâce à leurs liens avec les pays du bloc de l'Est, tant que celui-ci exista; puis, essentiellement par des échanges frontaliers avec la Chine. La population de Corée du Nord a payé très cher ce blocus de plus d'un demi-siècle. Les médias occidentaux ont souvent mis sur le compte du régime les famines qui eurent lieu dans le pays dans les années 1990 à la suite des très mauvaises récoltes, mais c'est le sous-développement économique, résultat de l'embargo américain, qui en fut la cause.

À la fin de cette décennie noire, le leader nord-coréen Kim Jong-il tenta d'obtenir un assouplissement de l'embargo. Mais après le 11 septembre 2001, la politique américaine se durcit. En 2006, la Corée du Sud mit un terme aux relations économiques entre les deux pays. Ce fut à ce moment que le Nord commença ses essais balistiques et nucléaires, se do-

tant ainsi d'un atout pour une future négociation avec l'impérialisme, la « dénucléarisation » du pays.

C'est cette stratégie que Kim Jong-un aura menée à son terme, au travers de sa surenchère avec Trump. Ce dernier a pu ainsi se poser en leader du monde dit démocratique, tout en sachant fort bien que le seul but du dictateur nord-coréen était de négocier. L'administration américaine a d'ailleurs reconnu que, durant cette partie de poker menteur, les contacts diplomatiques avec la Corée du Nord n'avaient jamais été interrompus. Moyennant quoi, Trump peut aujourd'hui apparaître comme le vainqueur de cette partie truquée, tout en imposant l'impérialisme américain comme seul maître du jeu.

De son côté, le gouvernement sud-coréen joue la désescalade, au moins depuis des mois. Évidemment, il n'aurait jamais pris de telles initiatives pacifistes vis-à-vis du Nord sans en avoir au préalable référé aux dirigeants américains et obte-



Les dirigeants des deux Corées jouant à enjamber la frontière qui déchire la péninsule depuis 65 ans.

nu leur aval. Mais la Corée du Sud est aux premières loges et le pays serait la première cible d'un conflit militaire avec le Nord, même avec le système de bouclier antimissile déployé sur son sol par les États-Unis. Et après neuf ans de pouvoir du parti de droite héritier politique de la dictature militaire, l'élection au printemps 2017 de Moon Jae-in, démocrate ex-oppositionnel à cette dictature, a opportunément offert à la bourgeoisie sud-coréenne la possibilité de mener une politique d'ouverture en direction de la Corée du Nord.

La bourgeoisie sud-coréenne a toujours été soumise à la politique des États-Unis, car elle leur doit tout. Ce sont les financements américains associés à la guerre froide qui ont permis au pays de s'industrialiser. Cela a été fait dans le cadre d'un étatsisme et d'une dictature militaire féroce qui n'avaient rien à envier au régime du Nord mais qui avaient le soutien politique, militaire et financier des États-Unis. Et c'est en mettant la main sur des pans entiers de cette économie étatisée qu'une bourgeoisie rachitique liée à l'appareil de la dictature a pu se retrouver à la tête de véritables empires industriels, les chaebols, que sont Samsung, LG, Hyundai, Lotte ou Daewoo. Et même si la Corée du Sud est toujours l'alliée indéfectible des États-Unis, ces chaebols ont aussi leurs intérêts spécifiques.

Exemple significatif, en septembre dernier, quand Kim Jong-un et Trump s'envoyaient des insultes à la figure, le gouvernement sud-coréen plaidait, dans l'intérêt des capitalistes de son pays, pour la réouverture de la zone industrielle de Kaesong en Corée du Nord où, jusqu'en 2016, plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers nord-coréens travaillaient pour le compte d'entreprises sud-coréennes, pour des salaires dérisoires comparativement aux

salaires de Corée du Sud.

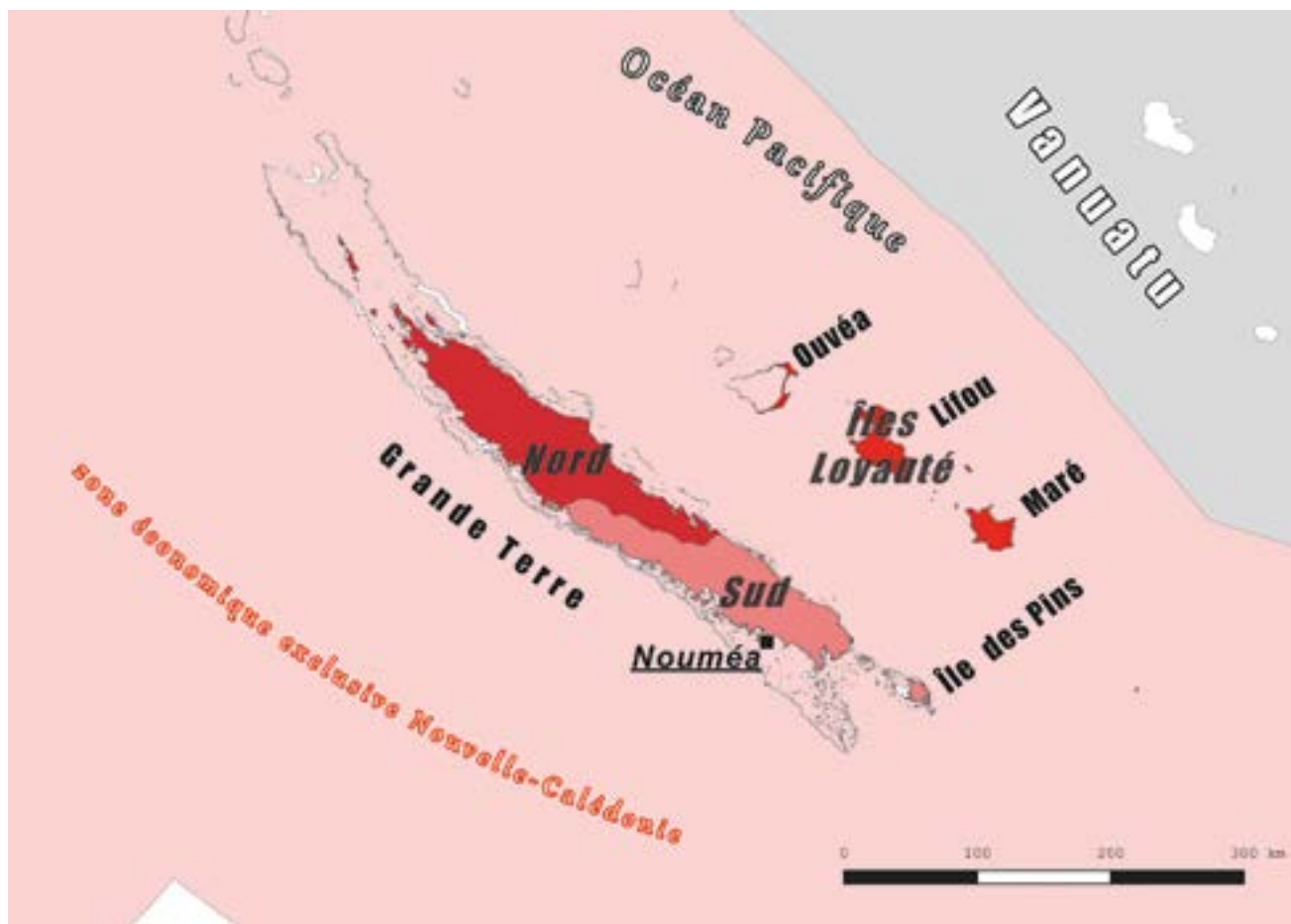
Aujourd'hui, s'il paraît de plus en plus vraisemblable qu'une rencontre entre Trump et Kim Jong-un aura lieu, ce qui sera une première car jamais aucun dirigeant nord-coréen n'a rencontré un président américain, il est cependant impossible de dire jusqu'où iront les négociations.

En revanche, la politique de paix entre les deux Corées est soutenue par la population sud-coréenne et, si on en croit les sondages, à une écrasante majorité. Et il y a tout lieu de penser que les mêmes aspirations à la réconciliation existent au Nord. Comme bien

des frontières dans le monde, celle qui déchire la péninsule coréenne est une absurdité sanglante. Elle a séparé des familles, créé une tension militaire permanente et, aujourd'hui, elle illustre toute l'aberration d'un pays coupé en deux avec d'un côté un manque de moyens et d'infrastructures, et de l'autre une industrialisation moderne et une économie puissante. Trump peut faire le choix temporairement d'atténuer les tensions avec la Corée du Nord, rien ne garantit qu'il ne changera pas d'avis aussi vite dans un sens qu'il l'a fait dans l'autre, pour les besoins de l'ordre impérialiste régional.

2 mai 2018





L'armée coloniale française et les militants indépendantistes survivants du massacre de la grotte d'Ouvéa, le 5 mai 1988.



Référendum en Nouvelle-Calédonie, entre domination coloniale et impasse nationaliste

Le 4 novembre prochain aura lieu un nouveau référendum appelant les électeurs de la Nouvelle-Calédonie à se prononcer sur son indépendance. La date choisie illustre à elle seule le problème politique des dirigeants français et calédoniens. L'accord de Nouméa de 1998 prévoyait que ce référendum aurait lieu entre mai 2014 et décembre 2018. L'État français, en accord avec les notables kanaks et caldoches de l'archipel, a donc repoussé le plus loin possible l'échéance.

La Nouvelle-Calédonie est une des quelques colonies entre les mains de l'impérialisme français qui n'ont pas pris leur indépendance dans les années 1940 à 1970. Archipel dont l'île principale, Grande Terre, s'étend sur 400 km de long et 42 km de large, situé à 1 500 km de l'Australie et à 17 000 km de la France, la Nouvelle-Calédonie fut conquise en 1853. Les Mélanésien(ne)s (les Kanaks aujourd'hui) qui habitaient ces îles faillirent disparaître. Parquée dans des réserves trop petites, la population mélanésienne, estimée à 60 000 personnes en 1853, tomba aux environs de 20 000 en 1920, décimée par la répression de l'armée française mais aussi par les maladies importées, l'alcool et la sous-alimentation. L'archipel fut pour l'impérialisme français une colonie de peuplement : à la fin du 19^e siècle, en plus des colons qui s'y attribuèrent les meilleures terres, volées aux Kanaks, en plus des fonctionnaires, des militaires, l'État français y envoya des milliers de condamnés au bagne, des communards en 1871 et des Kabyles condamnés à la déportation après leur révolte anticoloniale de la même année. Ce sont les descendants de ces colons et bagnards qu'on

appelle aujourd'hui les Caldoches. Devenue minoritaire, la population kanake recommença néanmoins à s'accroître après la Deuxième Guerre mondiale. Dans les années 1960, elle fut en passe de redevenir majoritaire, ce qui inquiéta les colons au point que Pierre Messmer, secrétaire d'État aux Dom-Tom, déclara en 1972 que l'État devait s'employer à favoriser une « *émigration massive de citoyens français qui devrait permettre d'éviter le danger de revendication indépendantiste en maintenant et en améliorant le rapport numérique des communautés* ». Durant toutes ces années, l'État français s'employa aussi à faire venir des populations de Wallis-et-Futuna, du Vietnam, de Tahiti, des Philippines plus récemment, pour travailler dans les mines ou dans les champs. Aujourd'hui, parmi les 269 000 habitants de Nouvelle-Calédonie, les statistiques officielles dénombrent 105 000 personnes disant appartenir à la communauté kanake. Avec 73 000 Européens, 20 000 personnes se disant calédoniennes, 38 000 personnes asiatiques ou océaniques, 23 000 se disant de plusieurs communautés et 10 000 ne se retrouvant pas dans ces caté-

gories statistiques, les Kanaks restent minoritaires.

LES NATIONALISTES À LA RECHERCHE D'UN COMPROMIS

Les aspirations à l'indépendance naquirent en Nouvelle-Calédonie dans la foulée de Mai 68. Quelques étudiants kanaks revinrent de Paris avec de nouvelles idées et créèrent une première organisation radicale parlant de nation kanake. Mais c'est à la fin des années 1970, après le constat amer que le boom du nickel n'avait profité qu'à une petite minorité, que l'idée d'indépendance prit de l'ampleur. D'abord Front indépendantiste, puis Front de libération national kanak socialiste (FLNKS) regroupant plusieurs partis nationalistes, le mouvement se développa au début des années 1980.

Dès le début, les dirigeants nationalistes du FLNKS furent à la recherche d'un compromis avec l'impérialisme français. Pour obtenir quelques positions politiques, un bout de pouvoir pour eux-mêmes, ils utilisèrent l'énergie et la révolte légitime des Kanaks en s'impo-

sant comme les représentants exclusifs de leur communauté. Leur politique, consistant à vouloir réserver le droit de vote pour l'indépendance aux seuls Kanaks, contribua en ce sens à creuser le fossé entre pauvres de Nouvelle-Calédonie, à rejeter nombre de petits Blancs qui, avec de nombreux Kanaks, adhéraient par exemple à l'Union calédonienne (l'une des composantes du FLNKS), dans les bras du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) de Lafleur, la droite caldoche. La recherche d'une parcelle de pouvoir pour les nationalistes rendait possible le compromis avec l'impérialisme. Aussi, à partir de 1984, la situation politique évolua en fonction des rapports de force entre les trois acteurs principaux, l'État français, la droite et le FLNKS. La politique de l'État français oscilla en fonction de la mobilisation des uns et des autres, octroyant à la Nouvelle-Calédonie des statuts successifs, avec une autonomie vis-à-vis de la métropole plus ou moins grande et avec un équilibre variable entre les partis. La droite locale, influençant la grande majorité des Caldoches au travers du RPCR, n'était pas opposée à une certaine autonomie de la Nouvelle-Calédonie, à condition que l'essentiel du pouvoir local lui revienne. Entre le RPCR et le FLNKS il n'y avait donc, malgré le passé colonial, malgré tout le mépris subi par les Kanaks de la part des colons, qu'une concurrence pour le pouvoir local. Sur cette base, une entente était possible, une entente dont les modalités dépendaient du rapport de force politique.

Le premier à tenter le compromis fut le secrétaire d'État Lemoine en 1983. Les nationalistes kanaks obtinrent de lui une déclaration reconnaissant l'abolition du « fait colonial », la légitimité du peuple kanak, une possibilité d'autodétermination et la nécessité d'élaborer un sta-

tut d'autonomie transitoire et spécifique. Mais, quand il s'agit de passer aux choses sérieuses, le plan Lemoine octroya à la Nouvelle-Calédonie un gouvernement élu et la promesse d'un référendum d'autodétermination pour fin 1989. Le corps électoral étant ce qu'il était, le gouvernement ne pouvait que tomber entre les mains de la droite locale. Quant à l'indépendance, l'État français avait décidé que la question ne pouvait être tranchée qu'au travers d'un scrutin d'autodétermination, avec un corps électoral inchangé, majoritairement hostile à cette perspective, ce qui faisait de toutes les promesses d'autodétermination par voie électoral une escroquerie pure et simple.

Se sentant floués, les indépendantistes regroupés dans le tout nouveau FLNKS décidèrent de boycotter activement les élections territoriales du 18 novembre 1984, en érigeant des barrages pour empêcher les Caldoches isolés de se rendre aux urnes. Le boycott de 1984 ouvrit en fait une nouvelle période d'agitation sociale et politique. L'État français réagit en puissance coloniale. Les colons étaient armés, ils avaient la gendarmerie pour eux, ils firent monter les enchères. Il y eut plusieurs morts. Le 5 décembre, dix Mélanésiens, dont deux frères du leader indépendantiste Tjibaou, furent assassinés dans une embuscade, à Hienghène. Face à une situation qui s'envenimait, Lemoine fut remplacé par Pisani, qui imagina d'abord un projet d'indépendance-association cherchant à satisfaire à la fois la droite locale et les indépendantistes, et permettant à l'impérialisme français de conserver ses intérêts dans la région. Le FLNKS soutint le projet Pisani et c'est la droite locale qui refusa alors d'aller dans cette direction, faisant monter la pression en Nouvelle-Calédonie, en s'appuyant sur les Caldoches en armes et

sur la gendarmerie, avec les bonnes vieilles méthodes coloniales. Après l'assassinat du dirigeant indépendantiste Éloi Machoro par la gendarmerie, après l'établissement de l'état d'urgence début 1985, Pisani fut désavoué et l'idée d'indépendance-association enterrée.

Entre 1985 et 1988, l'État français fit plusieurs tentatives pour doter la Nouvelle-Calédonie d'institutions ayant l'agrément des uns et des autres, surtout celui de la droite locale. Celle-ci, en force et mobilisée après la victoire de la droite métropolitaine en 1986, obtint un renforcement des pouvoirs du territoire au détriment des régions, des subdivisions du territoire. En 1988, après que le nouveau statut Pons II eut accordé une assez large autonomie de gestion au territoire, pour donner plus de moyens d'action aux anti-indépendantistes et affaiblir le FLNKS, la pression monta de nouveau dans l'archipel. Les militaires se comportèrent comme une armée d'occupation, l'encadrement retrouvant par la même occasion certaines pratiques de la guerre d'Algérie. À l'approche de l'élection présidentielle, le FLNKS décida d'appeler à un boycott actif. C'est ce qui détermina un groupe d'indépendantistes à prendre d'assaut une gendarmerie, pour l'occuper jusqu'au second tour de l'élection. Il y eut quatre morts chez les militaires. Cette crise se termina par la prise d'otages d'Ouvéa : deux morts chez les militaires et le massacre par l'armée française de 19 Kanaks, dont plusieurs exécutions sommaires.

UNE POLITIQUE POUR INTÉGRER LA PETITE BOURGEOISIE LOCALE

Quelques semaines après la crise d'Ouvéa et la réélection de Mitterrand, l'État français, le RPCR et le FLNKS signèrent les

accords de Matignon, puis ceux d'Oudinot. L'indépendance y était reportée, soumise à un référendum prévu en 1998, avec un corps électoral à peine modifié, gelé depuis 1988. Toutes les demandes du FLNKS étaient rejetées. La droite locale obtenait, elle, une réduction du nombre de régions de quatre à trois, qui prennent alors le nom de provinces. Malgré tout, la direction du FLNKS, entre les mains de Jean-Marie Tjibaou, se fit la promotrice de cet accord dans l'archipel et, comme le RPCR, elle fit voter son approbation des accords dans un référendum qui ne fut boycotté ni passivement ni activement. Au travers de ce compromis avec l'État français et les Caldoches, le FLNKS pensait avoir trouvé une voie vers le pouvoir au moins dans les deux provinces qui lui étaient promises et dont les compétences, notamment celles de droit commun, étaient renforcées.

En 1998, le référendum prévu fut purement et simplement annulé, et un nouvel accord fut

signé entre toutes les parties. Le corps électoral étant globalement identique à celui des années 1980, il était en fait devenu évident que le non à l'indépendance allait l'emporter. Aucune des parties, FLNKS, droite calédonienne et État français, ne voulut prendre le risque que les Kanaks, écœurés par l'impasse dans laquelle ils se retrouvaient, se mobilisent de nouveau. Les braises des événements de 1988 étaient encore trop chaudes.

Ils décidèrent donc, tous ensemble, de prendre leur temps, tout en se partageant pour l'immédiat le pouvoir local, ce que le FLNKS appela la souveraineté partagée. Signé par les représentants du FLNKS et du RPCR, l'accord de Nouméa du 5 mai 1998 dota les institutions calédoniennes de tous les pouvoirs, à l'exception de ce qu'ils appellent les pouvoirs régaliens : la justice, la police, l'armée et la monnaie, qui restaient entre les mains de l'État français. Enfin, il était décidé d'une consultation entre 2014

et 2019 portant sur le transfert des compétences régaliennes à la Nouvelle-Calédonie, c'est-à-dire l'indépendance étatique.

Cet accord permettait de faire émerger un peu plus une petite bourgeoisie kanake, en laissant aux dirigeants du FLNKS une parcelle de pouvoir tout en garantissant à la bourgeoisie et à la petite bourgeoisie caldoches leurs positions sociales et politiques, et à l'impérialisme sa position dans cette région du monde. À l'exception des compétences dites régaliennes, les autorités locales, dans les provinces, les communes, ont obtenu une autonomie presque complète. La Nouvelle-Calédonie est aujourd'hui divisée en trois provinces et forme un territoire aux compétences élargies. Deux des provinces, celle du Nord (50 000 habitants) et celle des îles Loyauté (18 000 habitants), sont dirigées par les partis indépendantistes kanaks. La plus riche, celle du Sud (200 000 habitants), qui comprend Nouméa, est entre les mains des Caldoches et de la droite locale.



Michel Rocard et Jean-Marie Tjibaou, ensemble pour faire accepter les accords de Matignon peu après le massacre d'Ouvéa.

Le Congrès de Nouvelle-Calédonie, l'assemblée délibérante qui décide du gouvernement, est élu au scrutin proportionnel par un corps électoral officiellement gelé, comprenant les habitants de l'archipel nés sur l'archipel de famille néo-calédonienne ou y résidant depuis 1998. Malgré ces restrictions, qui éliminent les nouveaux arrivants de France, les anti-indépendantistes (29 sièges sur 54) dominent toujours les nationalistes (25 sièges sur 54, dont 20 au FLNKS).

L'État français a aussi cherché à faire émerger et à intégrer la petite bourgeoisie kanake sur le plan économique. Non seulement les provinces ont obtenu un certain nombre de compétences en la matière, mais elles ont aussi pu prendre des participations dans le capital des principales sociétés exploitant le nickel calédonien, la principale richesse de la Nouvelle-Calédonie. Les emplois liés à ce secteur représentent 12 000 salariés, 19% de l'emploi privé. Outre les nouveaux entrants que sont Glencore et Vale, avec qui les provinces ont aussi passé des accords, le principal opérateur du nickel reste l'opérateur historique, la Société le nickel (SLN), qui représente à elle seule plus de 2 000 emplois directs, sur un total de 92 000 salariés du public et du privé. C'est la famille Duval, une famille bourgeoise française, propriétaire d'Eramet, principal actionnaire de la SLN, qui profite depuis des années du nickel calédonien. Les Duval, par ailleurs propriétaires du sous-traitant aéronautique Aubert et Duval, longtemps classés parmi les plus grandes fortunes de France, tant que le cours du nickel était au plus haut, habitent discrètement le Puy-de-Dôme. Mais ils font une bonne partie de leur fortune en pillant les richesses produites à 17 000 km de là. Et, autonomie ou pas, indépendance ou pas,

cela continue et continuera.

Dans les accords de Nouméa, il y avait la cession de 30% du capital de la SLN et de 4% de celui d'Eramet aux trois provinces, un transfert financé par l'État et qui laisse le contrôle de la SLN à Eramet et à la famille Duval. En 2012 et 2013, 900 millions d'euros, l'équivalent d'une année du chiffre d'affaires de la SLN, ont été distribués en dividendes. Les actionnaires ont donc vidé les caisses, alors que les cours avaient commencé à chuter, contraignant ultérieurement l'État français à venir au secours de la société en y injectant plusieurs centaines de millions d'euros. Pour les travailleurs, par contre, la crise se traduit par un plan de réduction des coûts: les effectifs calédoniens furent réduits de 10%, sous le patronage des dirigeants calédoniens.

Autre fait symptomatique de l'intégration de la petite bourgeoisie kanake à la société bourgeoise calédonienne: la campagne pour les «400 cadres» décidée dans le cadre des accords de Nouméa de 1998. L'objectif proclamé de ce programme était de promouvoir, au sein de la population mélanésienne, des cadres qui puissent occuper des responsabilités au sein de la société calédonienne, tant dans le domaine économique que dans le domaine politique. Mille six cent cinquante jeunes auraient bénéficié depuis trente ans de ce programme pour aller étudier en France. Sur 100 000 Kanaks, c'est bien peu, mais cela permet d'agiter un hochet devant la jeunesse kanake, lui suggérant qu'il est inutile de se révolter, qu'un avenir lui est accessible. Dans le même registre, en novembre dernier, Eramet se targuait, «à moins d'un an du référendum d'autodétermination», de la nomination à la tête du conseil d'administration de la SLN de Dominique Katrawa, Calédonien d'origine kanake.

UNE SOCIÉTÉ TOUJOURS PROFONDEMENT INÉGALITAIRE

Si les indépendantistes ont obtenu une parcelle de pouvoir et la petite bourgeoisie kanake quelques perspectives d'enrichissement, la société calédonienne reste toujours profondément inégalitaire et largement dominée par la bourgeoisie française et caldoche. En dehors du nickel, l'essentiel de l'économie est entre les mains d'une poignée de grandes familles caldoches qui continuent d'exercer de quasi-monopoles dans certains secteurs d'activité comme l'import-export, la distribution et le commerce de voitures. Les Lafleur (mines, agroalimentaire, produits ménagers), les Ballande et Pentecost (secteur marchand), les Magnin (santé), les Jeandot (imprimerie, papeterie, concessions automobiles) règnent en maîtres, comme au temps colonial.

Si l'État français a intégré une mince couche de Kanaks, ce n'est pas le cas de la grande majorité d'entre eux. Même si une partie des Kanaks a migré vers Nouméa, à la recherche d'un travail, beaucoup sont restés sur leurs terres, dans la province du Nord et dans les îles Loyauté. La société ne réserve pas le même sort selon qu'on est kanak ou caldoche. Une étude a fait état en 2017 de la hausse des inégalités sur l'archipel. Elle disait que, si depuis 1991 le niveau de vie moyen a augmenté, le taux de pauvreté n'a pas reculé. À Nouméa, le taux de pauvreté est de 7%, tandis qu'il est de 35% au Nord et de 52% dans les îles Loyauté. De même, le taux de chômage est de moins de 11% (en 2014) dans la province Sud, celle de Nouméa-la-Blanche, tandis qu'il atteint 24% dans celle du Nord et 34% dans celle des îles. Quant aux salaires, ceux des Kanaks sont largement inférieurs à

ceux des Calédoniens d'origine européenne résidant dans la province Sud.

La discrimination à l'égard des Kanaks se mesure aussi dans l'enseignement. 36 % des Kanaks âgés de 15 à 64 ans n'ont pas de diplôme, contre 17 % des non-Kanaks. Les enseignants, des métropolitains pour la plupart, de par les préjugés qu'ils véhiculent, orientent plus facilement les jeunes Kanaks vers les filières techniques. Partout, à l'école, dans l'emploi et le logement, les Kanaks sont des citoyens de seconde zone. Certes, depuis 1989, l'État français a construit dans les terres kanakes des infrastructures de transport et de santé, des écoles, des collèges. Mais les écarts entre Kanaks et non-Kanaks, après s'être réduits jusqu'en 2009, ne se combleront plus. Les inégalités ethniques persistent. Ainsi, les filières générales du prestigieux lycée de Nouméa, fréquenté par les enfants des milieux aisés de la capitale, restent massivement composées d'élèves d'origine européenne.

La discrimination, l'oppression ethnique et le racisme restent sensibles et viennent s'ajouter à l'oppression sociale, à l'exploitation capitaliste. La jeunesse kanake prend tout cela en pleine figure. Elle peut considérer qu'elle n'a pas d'avenir, qu'elle est condamnée à la pauvreté, au chômage, et qu'en plus elle se fait refuser, à la tête du client, un logement à Nouméa, comme elle s'y fait refuser l'entrée des boîtes de nuit. Aujourd'hui, cette oppression ne se traduit pas par une radicalisation politique, mais par l'alcoolisme et la délinquance. La prison pour mineurs est peuplée à 90 % de jeunes Kanaks. Mais tout cela est bel et bien le résultat de la même oppression à la fois sociale et ethnique, une oppression liée à la domination de la bourgeoisie. Les réactions de la jeunesse à cette oppres-

sion, voilà le sujet d'inquiétude de bien des politiques, à Nouméa comme à Paris.

LE PROBLÈME POLITIQUE DU RÉFÉRENDUM

Selon le Premier ministre Édouard Philippe, le référendum d'accession à la pleine souveraineté en Nouvelle-Calédonie est un défi, le risque essentiel étant pour lui la réaction de la population kanake, en particulier de la jeunesse, à un non prévisible. Il faut noter que, si le oui avait une chance de l'emporter, l'État aurait le même problème vis-à-vis de toute une frange des Caldoches qui n'accepteraient pas un tel résultat.

Pour les partis indépendantistes kanaks, le temps des boycotts est loin. Ils ont même négocié et accepté la liste électorale spéciale pour le référendum, certes des plus restrictive et des plus favorable aux Kanaks (ne pourront voter que ceux qui sont sur l'archipel depuis 1998 et qui y attestent d'une réelle présence) mais qui laisse malgré tout prévoir le rejet de l'indépendance, ce qu'indiquent par ailleurs les rares sondages qui existent.

La question qui sera posée lors du référendum du 4 novembre fut l'objet d'après discussions, le 27 mars dernier à Paris. Ce sera finalement : « *Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ?* » Le FLNKS aurait préféré que la question de l'indépendance ne soit pas ouvertement posée, car limiter le référendum à la seule pleine souveraineté, comme il le demandait, était moins cliquant et lui aurait sans doute permis d'élargir sa base électorale en rassurant une partie des électeurs anti-indépendantistes ou d'autres communautés que les Kanaks. La droite s'est quant à elle battue pour que

l'indépendance soit mentionnée dans la question, afin de ne laisser planer aucune ambiguïté et de faire le plein de ses voix. Elle a visiblement obtenu satisfaction.

L'enjeu pour ces forces politiques est simplement de savoir laquelle va sortir vainqueur du scrutin, celle qui sera l'interlocuteur privilégié de l'impérialisme. Pour celle qui perdra, il s'agira de continuer à peser quand même, en faisant le maximum de voix. Le rapport des forces qui se dégagera du référendum influera sur la répartition des postes et des positions, mais toujours sous l'égide de l'État français. Ainsi Paul Néaoutyine, président de la province Nord, dirigeant du Palika, une des organisations du FLNKS, se dit prêt à des discussions pour la création d'un État indépendant disposant d'un « *nouveau partenariat avec la France* ». Élie Poigoune, Kanak, membre du comité des sages supervisant le référendum, un des fondateurs du Palika, affirme lui que, « *quelle que soit l'issue du référendum, nous devons garder ce lien avec la France. [...] Pour aller plus loin, peut-être faut-il envisager une association avec la France.* » Il reprend à sa manière les plans d'indépendance-association de Pisani en 1985, à l'image du statut de la principauté de Monaco ou de celle d'Andorre. En cas de victoire de l'indépendance, la petite bourgeoisie kanake aura simplement un peu plus de marge de manœuvre vis-à-vis de Paris pour renégocier de nouvelles positions, comme d'être majoritaire au sein de l'actionnariat de la SLN, revendication récurrente des indépendantistes. Mais elle s'entendra, comme elle le fait depuis plus de trente ans, avec la bourgeoisie et la petite bourgeoisie caldoches, dans le cadre d'une coopération avec l'impérialisme français.

Alors, le seul problème réel

pour tous ces politiciens, indépendantistes comme non-indépendantistes, est comme en 1998 l'éventuelle réaction de ceux qui vont avoir le sentiment de perdre, et probablement, en l'occurrence, la colère d'une frange des Kanaks. Un des responsables de la SLN le dit à sa manière: « *Nous ne faisons pas de politique, notre souci est qu'il y ait de la stabilité et du calme social et institutionnel en Nouvelle-Calédonie.* » Mais Élie Poigoune ne dit pas autre chose: « *L'enjeu réside moins dans le résultat que dans la préoccupation qui est la mienne que la société n'éclate pas.* »

L'une des précautions pour éviter cela, imaginée en 1998 par les indépendantistes et les non-indépendantistes, est que la réponse des urnes, si elle est négative, ne sera pas définitive. Afin de ne pas donner l'impression aux Kanaks qu'après le référendum il n'y a plus de solution sur le terrain électoral, l'accord de 1998 prévoit la possibilité, en cas de victoire du non à l'indépendance, de pouvoir poser encore deux fois la question.

QUELLES PERSPECTIVES POUR LA CLASSE OUVRIÈRE ?

Que la Nouvelle-Calédonie puisse devenir indépendante, rien de plus normal. Mais, on l'a vu, ce référendum ne sera

qu'une comédie électorale de plus. Le rejet de l'indépendance par la voie électorale, avec la participation de tous les partis nationalistes, est une manière de faire accepter aux Kanaks la poursuite de la domination de l'impérialisme français, au nom de la majorité. Mais, même si l'indépendance était votée, les travailleurs ne seraient pas libérés de quoi que ce soit: certainement pas de l'exploitation, et même pas des discriminations en tant que Kanaks. Ce que sont devenues les anciennes colonies est là pour le prouver. En Nouvelle-Calédonie, le pouvoir restera entre les mains de la bourgeoisie, française, caldoche, avec la collaboration de la petite bourgeoisie kanake qui aspire à prendre sa part.

L'avenir dira si la comédie référendaire suffira pour empêcher que la colère populaire explose. Mais, pour que les couches populaires voient leur sort changer, il faudra que leur colère s'appuie sur la classe ouvrière, au-delà des communautés. En Nouvelle-Calédonie aussi, la lutte de classe existe et la classe ouvrière est la classe sociale qui peut s'affronter aux responsables des inégalités et de la pauvreté, la bourgeoisie. La classe ouvrière, c'est dans l'archipel 27 000 ouvriers et 33 000 employés, un tiers de la population adulte, avec quelques bastions autour du secteur minier. C'est une classe ouvrière moderne, faite d'Eu-

ropéens, de Kanaks, ceux qui ont migré à Nouméa comme ceux qui ont quitté la terre au Nord pour se faire embaucher dans les mines ou la métallurgie, mais aussi de générations de travailleurs immigrés, des Philippines, du Japon comme des îles de l'océan Pacifique. Cette classe ouvrière se bat régulièrement, contre la vie chère, contre les licenciements, elle dispose même de syndicats radicaux, comme l'USTKE (Union syndicale des travailleurs kanaks et des exploités). Il lui manque par contre un parti communiste révolutionnaire, un parti qui mette en avant la nécessité pour elle de se battre sur ses intérêts de classe contre les responsables de la misère et du chômage, la bourgeoisie française et caldoche, mais aussi la petite bourgeoisie kanake qui veut devenir grande, un parti qui mette en avant la nécessité pour elle de leur prendre le pouvoir. Avec une telle perspective, elle serait en mesure d'unir les prolétaires des différentes communautés dans un même combat de classe. Au travers de ce combat, les travailleurs seraient en mesure d'en finir avec l'oppression subie par les Kanaks. La classe ouvrière de Nouvelle-Calédonie serait alors un exemple pour tous les travailleurs et les pauvres de cette région du monde.

30 avril 2018



Les enjeux gaziers et pétroliers aux Proche et Moyen-Orient

Les conflits du Moyen-Orient, dans lesquels les grandes puissances et leurs protégés régionaux s'affrontent le plus souvent par milices interposées, recèlent aussi d'énormes enjeux liés à l'exploitation des ressources pétrolières et gazières.

Ainsi le 13 février des navires de guerre turcs sont intervenus au sud de Chypre pour barrer la route à une plate-forme pétrolière de la société italienne Eni (Ente nazionale idrocarburi), destinée à s'installer dans cette zone pour sonder les fonds marins à la recherche de gaz naturel. Selon la Turquie, cette zone maritime relève de la République turque de Chypre du Nord, un État qu'elle est la seule à reconnaître. Elle n'accorde donc aucune valeur aux accords passés avec la République de Chypre, qui contrôle le sud de l'île et qui est la seule reconnue sur le plan international. D'où l'opposition turque à l'arrivée de la plate-forme de l'Eni.

En revanche, quelques jours plus tard, ce sont les navires de la VI^e flotte de l'armée américaine accompagnés de forces israéliennes qui, au cours de manœuvres communes, sont intervenus pour rappeler la Turquie à l'ordre, notamment à propos des droits de la société américaine Exxon à exploiter la zone.

LES RICHESSES SOUS-MARINES DE MÉDITERRANÉE ORIENTALE

Selon la presse chypriote grecque, une équipe de géo-

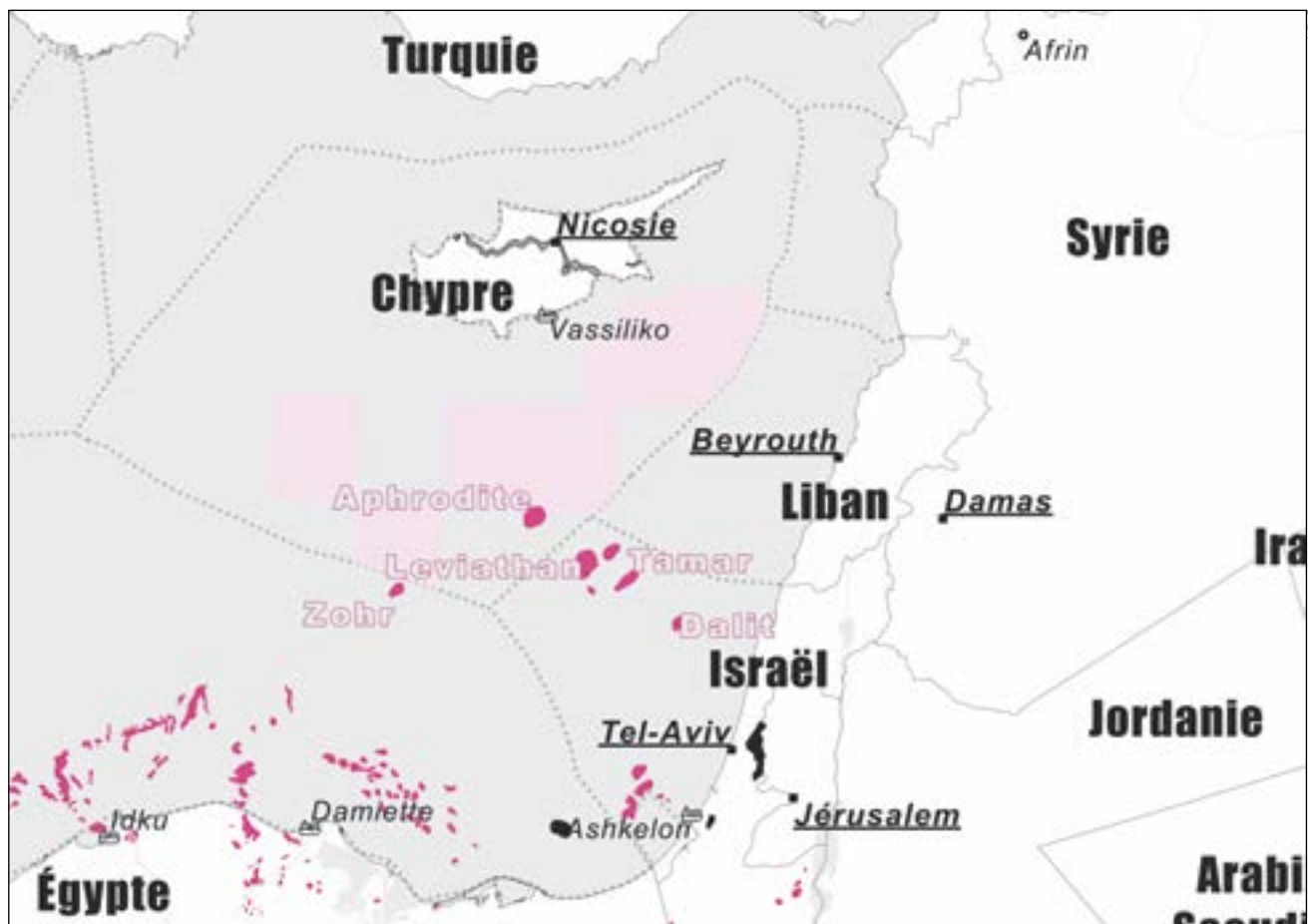
logues américains avait déjà décelé en 1956 l'existence de gisements de gaz naturel dans les profondeurs de la Méditerranée orientale. Ceux-ci n'avaient pas été mis en exploitation à l'époque, tant pour des questions techniques que du fait de la demande encore faible de gaz. Mais, à partir des années 2000, des sociétés comme la firme américaine Noble Energy, dotées des moyens techniques adéquats pour exploiter les profondeurs, s'y sont intéressées de nouveau. Cette dernière société a alors passé des accords avec la République de Chypre et avec Israël, ces gisements se trouvant en partie sur leurs zones maritimes.

On en est maintenant à au moins 12 gisements principaux recensés dans une zone que se disputent la Syrie, le Liban, l'Égypte et Chypre. Les accords internationaux limitent à 200 milles marins au large des côtes, soit environ 370 km, les zones d'intérêt économique exclusif d'un pays, mais en Méditerranée orientale plusieurs de ces zones se chevauchent.

De très importants gisements, baptisés Dalit et Tamar, ont été découverts en 2009 dans des zones maritimes situées face à Israël. En 2010 un autre gisement important de gaz naturel, mais aussi de pétrole, a été dé-

couvert, le Léviathan. Dans la même période a été découvert le gisement Aphrodite dans les eaux territoriales situées au sud de Chypre. Selon les estimations, il contiendrait 200 milliards de mètres cubes de gaz naturel; un autre gisement baptisé Zohr, situé au large du delta du Nil, a été découvert dans les eaux égyptiennes. Il contiendrait 200 milliards de mètres cubes de gaz et 1,8 milliard de barils de pétrole. Même s'il faut prendre ces chiffres avec précaution, car ils ne sont que des estimations et varient selon les sources, il est certain que ces gisements sont d'un intérêt majeur, qui explique la montée des tensions entre les différents pays susceptibles de les exploiter par le biais de leurs sociétés pétrolières.

La lutte est engagée pour l'attribution de parts dans l'exploitation future des gisements. Les États-Unis voudraient bien sûr s'approprier la part du lion et sont présents par le biais de groupes comme Exxon et Noble Energy. La présence permanente de leur VI^e flotte en Méditerranée est évidemment un argument de poids. Cependant la France avec Total et l'Italie avec l'Eni sont également sur les rangs. La Russie, quant à elle, bénéficiant de ses relations privilégiées avec la



République de Chypre, est présente par le biais de la société Novatek, et la société Rosneft partage avec l'Eni l'exploitation du gisement Zohr. En revanche, malgré son passé de puissance coloniale et les bases militaires qu'elle a conservées à Chypre, la Grande-Bretagne ne semble pas avoir réussi à obtenir une part de l'exploitation de ces gisements et semble compter plutôt sur une collaboration avec la Turquie pour avoir sa part des marchés.

LA QUESTION DES DÉBOUCHÉS DES PRODUITS GAZIERS

Cependant, il ne suffit pas de s'assurer une part dans l'exploitation future. Il faut bien sûr régler ensuite la question de l'extraction, mais aussi et surtout celle de l'acheminement du gaz et du pétrole vers des débouchés solvables et suffisamment larges pour absorber des quantités importantes.

Pour des pays proches comme Israël, Chypre et le Liban, il n'y a pas de réel problème d'acheminement ni de solvabilité, mais leur marché n'est susceptible d'absorber qu'une très petite partie des quantités de gaz prévisibles. Il en est de même de l'Égypte, à la population plus nombreuse mais au pouvoir d'achat très limité. Quant à la Turquie, dont la population a un pouvoir d'achat plus élevé, elle a déjà ses fournisseurs avec la Russie, l'Azerbaïdjan et l'Iran.

Ce problème du débouché vers des marchés suffisamment importants et solvables est d'ailleurs moins simple pour le gaz naturel que pour le pétrole. Si celui-ci peut toujours être acheminé par tanker vers des marchés lointains, le gaz pour être transportable par navires gaziers doit au préalable être liquéfié. Cette transformation coûte cher et pose des

problèmes de sécurité. La meilleure solution est donc l'acheminement par gazoduc, mais ce n'est praticable que pour des destinations pas trop éloignées. Le seul marché répondant à ces conditions est celui de l'Union européenne, avec ses plus de 500 millions d'habitants au pouvoir d'achat relativement élevé. Or, acheminer du gaz vers ce marché à partir de la Méditerranée orientale ou du Moyen-Orient implique de passer par la Turquie. En effet la seule alternative, à partir de la Méditerranée orientale, consisterait en un gazoduc sous-marin permettant de gagner la Grèce et de là le marché européen via des gazoducs déjà existants. Mais cette solution serait très onéreuse et semble surtout évoquée pour faire pression dans les négociations.

LES GISEMENTS GAZIERS DU GOLFE PERSIQUE

Mais à ces nouveaux gisements découverts en Méditerranée orientale s'en ajoutent d'autres plus lointains. Les plus grandes réserves mondiales connues de gaz naturel se trouveraient dans le golfe Persique, dans des zones sous la souveraineté de l'Iran, de l'Arabie saoudite et du Qatar. Ces énormes réserves seraient suffisantes pour approvisionner le monde entier pour une durée de 130, voire 150 ans. La perspective de leur exploitation n'est pas pour rien, là non plus, dans les tensions existant entre ces trois pays.

Le Qatar doit en effet partager avec l'Iran l'exploitation du plus grand gisement de gaz naturel du monde, situé sous le golfe Persique. Dénommé North Dome par le Qatar et South Pars par l'Iran, ce gisement contient des réserves estimées au total à 25 000 milliards de mètres cubes, dont 70 % seraient exploitables par ces deux pays, avec un coût d'exploitation très

bas. La nécessité de s'entendre pour exploiter North Dome, qui en réalité ne fait qu'un avec South Pars, explique que le Qatar ait voulu sauvegarder ses relations avec l'Iran.

Cela n'a pas été du goût de l'Arabie saoudite, intéressée par l'exploitation d'une partie de ces réserves et concurrente de l'Iran sur les marchés. C'est ainsi qu'en juin 2017, deux semaines seulement après la visite du président américain Trump en Arabie saoudite – ce n'est sans doute pas une coïncidence – un conflit ouvert s'est déclaré entre celle-ci et le Qatar. Après avoir exigé en vain que le Qatar rompe tous ses liens diplomatiques avec l'Iran, c'est l'Arabie saoudite qui a rompu tous ses liens avec le Qatar, entraînant avec elle les Émirats, l'Égypte et Bahreïn et assortissant sa décision d'un blocus total maritime, terrestre et aérien de ce pays. Le prétexte brandi par Riyad est que le Qatar aurait soutenu le terrorisme, ce qui ne peut que prêter à sourire quand on sait quel soutien l'Arabie saoudite a apporté aux milices intégristes dans la région.

En fait, il y a là un épisode de la guerre d'influence entre l'Arabie saoudite et l'Iran, une guerre dans laquelle les enjeux pétroliers et gaziers comptent certainement bien plus que les divergences religieuses entre musulmans sunnites et chiïtes. Il faut d'ailleurs rappeler que déjà en 2000 une tentative de coup d'État militaire avait eu lieu au Qatar. L'Arabie saoudite reprochait déjà à l'époque au régime qatari d'entretenir des relations amicales avec l'Iran et tout laisse penser qu'elle avait pris part au complot.

Mais, outre la question du partage entre les États concernés, l'exploitation des gisements de gaz naturel du golfe Persique pose, de façon plus aiguë encore que pour ceux de Méditerranée orientale, la

question de son acheminement. Là aussi, le seul marché à la fois important et accessible étant celui des 500 millions de consommateurs européens, le gazoduc devrait passer par l'Irak et la Turquie, mais surtout par la Syrie, un pays où la guerre civile continue de sévir. Si l'État islamique (Daech) y a été en grande partie vaincu, le pays reste le terrain des luttes d'influence entre des puissances régionales comme l'Iran, l'Arabie saoudite et la Turquie, ainsi qu'entre grandes puissances, essentiellement la Russie et les États-Unis, qui appuient les unes et les autres. Le projet de construction d'un gazoduc qui aurait traversé la Syrie et permis l'acheminement du gaz depuis les gisements du golfe Persique, gelé du fait de la guerre, sera l'un des enjeux en cas d'un éventuel règlement.

L'IMPLICATION DE LA RUSSIE

Dans les années 1990 et jusqu'en 2014, la Russie a pu enregistrer des revenus importants du fait des prix élevés du pétrole et du gaz, lui permettant de faire fonctionner son économie et d'assurer un certain pouvoir d'achat à la population. La Russie avait notamment passé des accords avec l'Allemagne, marché de loin le plus important en Europe. Dans cette période, l'ex-chancelier allemand Schröder avait même été associé à la direction du géant russe Gazprom. Mais, depuis 2014, l'importante chute des cours a mis la Russie dans une situation plus difficile. D'autre part, avec l'aggravation de la crise économique, les grandes sociétés occidentales de l'énergie ont commencé à réagir à la concurrence du gaz russe. Enfin, le gazoduc acheminant le gaz russe passant en Ukraine, l'éclatement de la crise russo-ukrainienne a fait peser des incertitudes sur

l'acheminement de ce gaz.

À la recherche d'autres parcours, la Russie a projeté d'acheminer son gaz sur le marché européen à travers la mer Noire. Elle aurait ainsi dépensé plus de 5 milliards de dollars pour la construction d'un gazoduc aboutissant en Bulgarie, mais s'est alors heurtée à des oppositions venant de l'Union européenne et des États-Unis, mécontents de voir la Russie abandonner le parcours ukrainien. La solution de rechange ne pouvant être que le passage par la Turquie, cela a certainement été un important facteur dans le rapprochement intervenu entre Erdogan et Poutine, précisément au moment où les relations entre les États-Unis et le régime turc étaient au plus bas. On a alors vu naître l'accord pour un grand projet de gazoduc russo-turc, signé en 2016. Ce gazoduc, le TurkStream, aboutirait sur les côtes turques tout près de la frontière bulgare, et de là le gaz russe pourrait alimenter le marché européen à commencer par celui des Balkans.

Cette question de l'acheminement du gaz russe n'est pas sans conséquences, elle non plus, sur la guerre en Syrie. C'est ainsi que lorsque, fin janvier, l'armée turque s'est lancée dans une intervention sur le canton d'Afrin, tenu par les forces kurdes syriennes des YPG, elle a bénéficié de toute évidence de l'accord de la Russie, qui a le contrôle de l'espace aérien dans cette zone. Non seulement la Russie tenait à sauvegarder ses relations avec la Turquie, mais elle voyait sans doute sans déplaisir les forces kurdes mises en difficulté, dans la mesure où celles-ci étaient alliées des États-Unis. Cependant cette complaisance envers l'entrée de forces turques sur le territoire syrien ne pouvait que créer à un moment ou à un autre des difficultés avec le principal allié de la Russie, le

régime de Bachar al-Assad, au moment où le régime turc, de son côté, connaissait des difficultés avec les États-Unis.

PRESSIONS OPPOSÉES SUR LA TURQUIE

C'est ainsi que, le 15 février, le secrétaire d'État américain, autrement dit le ministre des Affaires étrangères de Donald Trump, s'est rendu à Ankara où il a rencontré longuement Erdogan et son propre ministre des Affaires étrangères, sans même la présence d'un interprète officiel – le ministre turc en faisant fonction –, et surtout sans aucune prise de notes, enregistrement ou même simple communiqué final. Rien n'a donc filtré de cette rencontre, dont on peut seulement penser qu'elle a consisté en un sévère rappel à l'ordre des États-Unis vis-à-vis d'Erdogan, pour le prier de se comporter comme l'allié qu'il est censé être.

Cela semble avoir été efficace puisque, quelques jours plus tard, Erdogan déclarait que la Turquie restait une alliée de l'Amérique... avant de s'attirer des observations venant cette fois de la Russie par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Lavrov. En forme d'avertissement diplomatique, celui-ci déclarait que, dans la situation critique de la Syrie, la Turquie devrait bien réfléchir avant d'agir. Peu après, c'est le chef d'État syrien Bachar al-Assad, resté très silencieux au début de l'opération turque sur Afrin, qui a rappelé que cette ville fait partie de la Syrie, que l'entrée de l'armée turque sur son territoire est inadmissible et qu'elle devra s'en retirer, sans quoi il fera le nécessaire.

Les attaques menées le 14 avril par les États-Unis, la France et la Grande Bretagne contre le territoire syrien, sous prétexte de s'opposer à l'utilisation d'armes chimiques par

le régime, ont confirmé que les dirigeants occidentaux ne renoncent pas à avoir une influence dans le pays, approuvés par Israël, par l'Arabie saoudite et cette fois par la Turquie, nonobstant l'opposition de la Russie.

Le territoire syrien pourrait donc être pendant longtemps encore l'enjeu de ces luttes d'influence entre l'Arabie saoudite et l'Iran, entre la Russie et les États-Unis, ceux-ci s'appuyant sur leurs alliés respectifs et la

Turquie se comportant tour à tour comme l'alliée de l'une ou de l'autre. Et si un règlement de la question syrienne finit par intervenir un jour, il devra certainement comporter en filigrane un accord sur le partage des sources énergétiques et sur leur exploitation.

En tout cas, les habitants de la région risquent de souffrir encore longtemps de la guerre et des interventions concurrentes des diverses puissances sur leur territoire. Quant aux droits

des populations, qu'il s'agisse des Kurdes du nord de la Syrie, qui à la faveur du conflit ont gagné quelque autonomie, ou de la population syrienne en général, ils resteront certainement le dernier des soucis des puissances belligérantes, loin derrière les enjeux stratégiques et ceux qui touchent à l'exploitation des ressources, en particulier pétrolières et gazières.

30 avril 2018



FORUM ARMÉES ISRAËLIENNES

Une corvette Sa'ar 5 de la marine israélienne défend une plate-forme d'extraction de gaz naturel au large des côtes israéliennes.



La situation politique, économique et sociale aux États-Unis en 2018

L'article ci-dessous est la traduction d'un texte récemment adopté par le groupe trotskyste américain *The Spark*, et paru dans sa revue *Class Struggle* (n° 96, mai-juin 2018).

DEPUIS LA CRISE DE 2008-2009, UNE SEULE REPRISE : CELLE DE LA SPÉCULATION

Début février, la Bourse a plongé. Des commentateurs se sont lamentés sur la perte de près de 2 500 milliards de dollars en une semaine, par la faute de programmes d'échange automatique conçus pour générer des profits à partir de différences de prix infinitésimales entre actifs financiers sur quelques fractions de seconde. Mais les ordinateurs n'étaient pas fous : ils ne faisaient que fournir une image grossière de ce qui se passait. Et dans ce cas précis, des paris mal placés sur la volatilité des cours des actions ont contraint les actionnaires de plusieurs fonds spéculatifs à vendre rapidement leurs titres, entraînant une mini-panique boursière.

Les cours se sont ensuite stabilisés, mais ce phénomène illustre la folie du fonctionnement du système financier et sa fragilité. Si quelques paris spéculatifs ont pu déboucher sur une mini-panique, potentiellement grosse d'une catastrophe généralisée, c'est précisément

parce qu'une crise de la dette des principales puissances menace l'économie mondiale. Pour faire face à l'effondrement de 2008, toutes les grandes économies se sont endettées à des niveaux stratosphériques, en partie sous la forme de dettes publiques, en partie au moyen de mécanismes réservés aux initiés comme « l'assouplissement quantitatif » mis en œuvre par la Réserve fédérale américaine, mécanisme qui n'est rien d'autre que la planche à billets mise en œuvre, à l'ère du numérique, afin de racheter les actifs toxiques des banques.

Au sens le plus immédiat, le problème de Wall Street était l'endettement croissant du gouvernement américain, endettement qui a été renforcé par la réforme fiscale et le nouveau budget de cette année. La commission budgétaire du Congrès estime que ces changements signifient que l'État va devoir emprunter près de 1 000 milliards de dollars en 2018, et elle évoque pour 2028 un endettement annuel de près de 2 500 milliards, un dollar de revenu sur trois devant alors servir à payer les intérêts de la dette!

Et tandis que le tout Wall Street applaudissait publiquement les baisses d'impôts, dont ses plus gros acteurs allaient être les principaux bénéficiaires, il n'en éprouvait pas moins une certaine inquiétude à propos du risque que l'accroissement de la dette américaine favorise une hausse des taux d'intérêt, ce qui pourrait bouleverser les marchés financiers.

Les médias répètent inlassablement que nous profitons tous de la bonne santé de Wall Street. C'est faux. Et encore plus aujourd'hui qu'en 2001 : à l'époque, les 10% des ménages les plus riches contrôlaient déjà 77% de toutes les actions. En 2016, ils avaient augmenté leur part du gâteau et en détenaient 84%. Les 16% restants sont détenus par 40% de la population, mais le plus souvent d'une manière indirecte, via un plan d'épargne retraite par capitalisation 401 (k)¹, un fonds de pension, un plan d'assurance, un contrat d'assurance vie, un plan d'épargne salariale volontaire...

Une part croissante de la valeur produite dans l'économie se retrouve dans les comptes

1 Nommés d'après la section 401 (k) du code fiscal, il s'agit de plans d'épargne retraite par capitalisation très utilisés aux États-Unis. C'est avec ce type de plans que des salariés du courtier en énergie Enron perdirent leur retraite lors de la faillite de cette entreprise en 2001 (voir *Lutte de classe* n° 66, été 2002). (Note de LDC).

des très très riches, puis dans la spéculation, jusque dans des absurdités comme le bitcoin. À l'inverse, la part des richesses produites par la collectivité qui est utilisée pour améliorer, remplacer et étendre le système de production réel – sans parler des infrastructures indispensables à cette production – est de plus en plus faible.

La sphère de la production dans son ensemble a tourné à vide depuis la fin annoncée de la « grande récession » de 2008-2009. La production, la construction, les nouvelles commandes de biens d'équipement (hors avions commerciaux) et la production de biens de consommation n'ont toujours pas retrouvé leurs niveaux de 2006-2007, malgré neuf ans de « reprise économique ». Une fois corrigés de l'inflation, les indices, qui sont basés sur les dépenses monétaires, font apparaître une économie en glorieuse stagnation. Ce sombre tableau est corroboré par les indices basés sur la production effective, tels que les tonnages de fret et les transports de pétrole brut et d'hydrocarbures, qui demeurent à des niveaux inférieurs à ceux d'avant la récession de 2008-2009. La construction dans l'immobilier résidentiel, qui fut un temps considérée comme l'un des principaux moteurs de l'économie, s'inscrit à un niveau inférieur à ceux enregistrés lors de toutes les reprises depuis la Deuxième Guerre mondiale (voir graphique n°1 : « Logements construits annuellement », p. 26).

La petite santé de l'économie a été encore aggravée par le détournement de budgets publics (au niveau fédéral, au niveau des États et au niveau local) vers le secteur privé, alors même que ces budgets étaient théoriquement destinés aux services publics, à l'éducation et aux services sociaux.

POUR LA CLASSE OUVRIÈRE, IL N'Y A PAS DE REPRISE

Même si l'économie ne s'effondre pas brusquement, alors même que l'aggravation de la crise de la dette fait fortement peser la menace d'un tel effondrement, les conséquences pour les couches populaires sont déjà terribles.

Le chômage s'est maintenu en février à 4,1 %, pour le cinquième mois consécutif. Après près de neuf ans de prétendue reprise, ce taux n'est pas le signe d'un marché de l'emploi solide. Mais il ne s'agit là que du taux officiel. S'il prenait effectivement en compte toutes les personnes qui ont perdu leur emploi, le chômage s'approcherait de 22 %, soit plus de cinq fois le taux officiel. (Ce chiffre de 22 % est issu des calculs publiés sur le site Internet Shadow Stats. Cela ne veut pas dire que Shadow Stats est absolument fiable, mais nous utilisons ce chiffre comme référence parce qu'il indique bien la tendance générale de ce que subit la classe ouvrière, cette réalité que les statistiques officielles visent depuis longtemps, et de manière de plus en plus manifeste, à dissimuler.)

Pour se convaincre de la plausibilité de ce chiffre de 22 %, il suffit de se pencher sur la proportion d'adultes civils dépourvus d'un emploi actuellement, à savoir 40 %. Bien sûr, une bonne moitié sont des personnes dans l'incapacité de travailler pour différentes raisons, dont leur âge. Mais il reste donc toujours environ 20 % de personnes sans emploi, et non pas 4 %. Voilà donc une autre preuve du fossé entre les chiffres officiels du chômage et la réalité à laquelle les travailleurs sont confrontés en essayant de vendre leur force de travail sur le marché du travail.

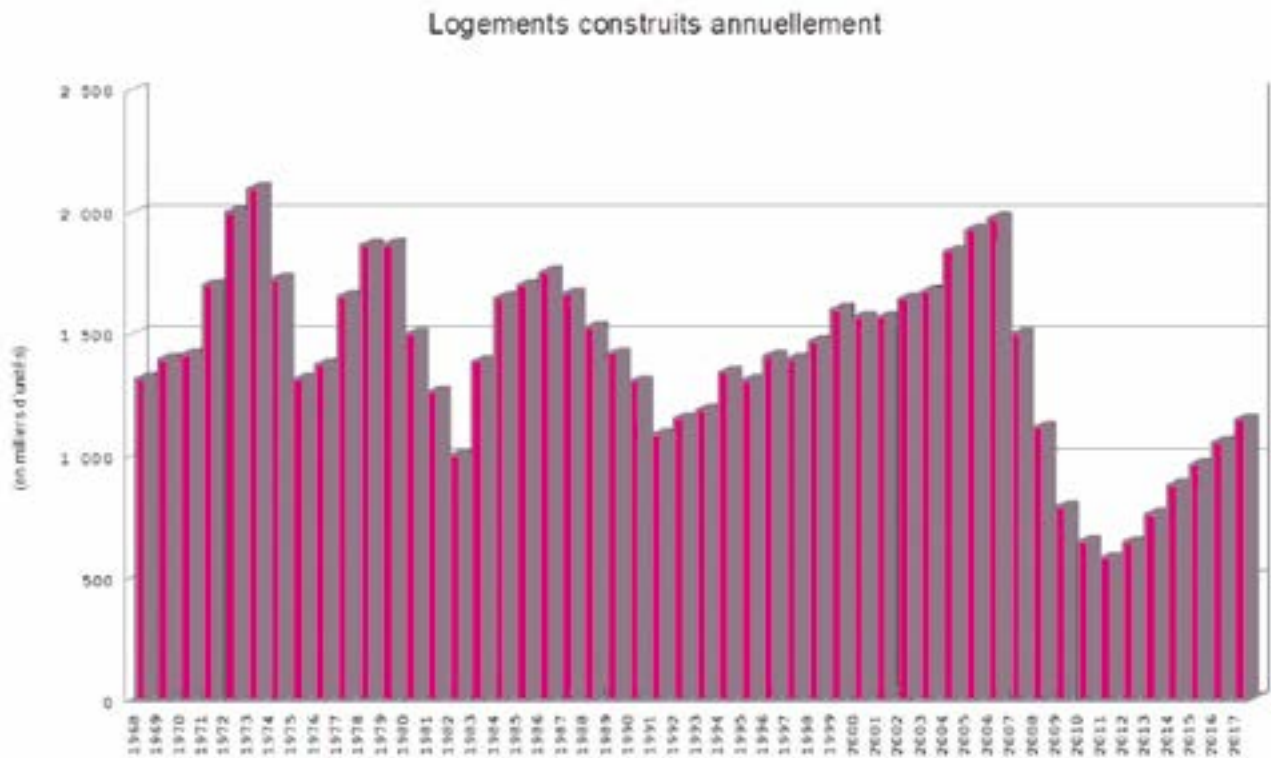
Une part croissante de ceux que le gouvernement compte comme actifs occupent des em-

ploi précaires : travailleurs à temps partiel, travailleurs temporaires, sous-traitants ou encore autoentrepreneurs, comme les chauffeurs Uber, ou encore travailleurs « sur appel », c'est-à-dire disponibles lorsque le patron a besoin d'eux, comme les travailleurs à la journée dans les années 1930. Aucun secteur n'est protégé contre ces pratiques de flexibilité. L'industrie automobile elle-même embauche de plus en plus sur des postes temporaires ou à temps partiel, et emploie un très grand nombre de sous-traitants, y compris sur ses sites de production principaux, sous-traitants qui à leur tour recourent au même type de pratique, souvent de manière encore plus étendue.

En 2015, près de 15,8 % des Américains occupaient un emploi « temporaire ou non permanent », alors qu'ils étaient 10,7 % en 2005. C'est ce que révèle une étude réalisée par Lawrence Katz et Alan Krueger (lequel a présidé sous Obama le groupe des économistes chargés de le conseiller en matière de politique économique). De plus, 94 % des créations nettes d'emplois entre 2005 et 2015 ont concerné le secteur « alternatif ». La froideur des statistiques reflète simplement celle de la réalité que de nombreux jeunes sont en train de découvrir. Ils cherchent un emploi mais ne trouvent que précarité et insécurité économique.

Depuis des décennies, les revenus des travailleurs ne cessent de reculer. Si on les corrige de l'inflation sur la base de l'indice officiel des prix à la consommation (IPC), les revenus hebdomadaires moyens des employés travaillant en production et n'exerçant pas de fonction d'encadrement n'ont toujours pas retrouvé leur niveau d'avant 1973.

Au fur et à mesure que la crise économique s'est approfondie, le Ministère du travail a



commencé à « corriger » l'indice en question. Le nouvel IPC – qui a subi bien des modifications depuis les années 1980, et particulièrement durant les années 1990 – a de plus en plus servi à sous-évaluer le niveau de l'inflation. Si l'indice en vigueur sous la présidence Carter, à la fin des années 1970, était utilisé aujourd'hui, il ferait apparaître un recul continu et très marqué des revenus hebdomadaires des travailleurs en termes réels. Il montrerait par exemple que les revenus hebdomadaires réels en décembre 2017 correspondaient à moins de la moitié de leur niveau de 1973. Les statistiques officielles ont de plus en plus dissimulé la réalité de ce qui arrive au niveau de vie général (voir graphique n° 2 : « Revenus hebdomadaires moyens en termes réels »).

Ce bricolage de l'IPC a eu un impact financier considérable sur les programmes du gouvernement. Pour citer un seul exemple : l'application de l'IPC non trafiqué montrerait qu'il faudrait que les prestations de sécurité sociale soient augmentées de 70% aujourd'hui, ne serait-ce que pour compenser la hausse des prix !

Il y a ensuite tous ces programmes d'assistance pour lesquels l'éligibilité et le niveau des prestations (comme les bons d'alimentation, les prestations de santé Medicaid, ou encore les petits-déjeuners et déjeuners pris à l'école, etc.) sont déterminés en fonction des « lignes directrices » officielles sur la pauvreté, lesquelles sont prétendument ajustées à la hausse des prix sur la base de l'IPC. Les prestations concernées datent des années 1960, elles étaient considérées comme des droits dépendant uniquement du revenu d'une personne ou d'un ménage, et l'augmentation des seuils officiels de pauvreté due à la prise en compte de l'IPC protégeait quelque peu les personnes

concernées contre les ravages de l'inflation. Mais l'ancien IPC a été depuis longtemps jeté au rebut. Pire encore, nombre de ces programmes ont été confiés aux États sous la forme d'une aide forfaitaire, donnant à ces derniers une grande marge de manœuvre quant à l'utilisation des fonds. Et les niveaux de ces financements ont souvent été gelés.

Enfin, il n'existe aucun ajustement automatique à l'inflation du salaire minimum défini au niveau fédéral. En termes réels, ce salaire minimum a enregistré un pic en 1968. Depuis, il a connu quelques augmentations minimales et ponctuelles acceptées par le Congrès. Mais depuis 2009, alors qu'il s'établissait à 7,25 dollars de l'heure, il n'a plus été augmenté du tout. Certains États ont certes fixé un niveau plus élevé sur leur territoire, mais la référence reste le salaire fédéral. Et gagner 7,25 dollars de l'heure, c'est vivre dans la pauvreté : cela correspond à 15 080 dollars annuels pour un emploi à temps plein, 52 semaines par an.

Le revenu médian des ménages ne s'est pas effondré aussi rapidement que les salaires individuels. Mais c'est uniquement parce qu'à partir des années 1960 les femmes ont été de plus en plus nombreuses à travailler, ce qui fait que les ménages traditionnels percevaient deux revenus et non plus un seul. L'augmentation du travail féminin et l'intervention des femmes dans la production constituent un progrès social pour la classe ouvrière mais, du point de vue économique, l'entrée des femmes sur le marché du travail a d'abord permis de compenser la baisse des salaires des hommes. Les ménages percevant deux revenus ont pu, pendant un certain temps au moins, payer les traites du prêt hypothécaire, payer les factures de la voiture

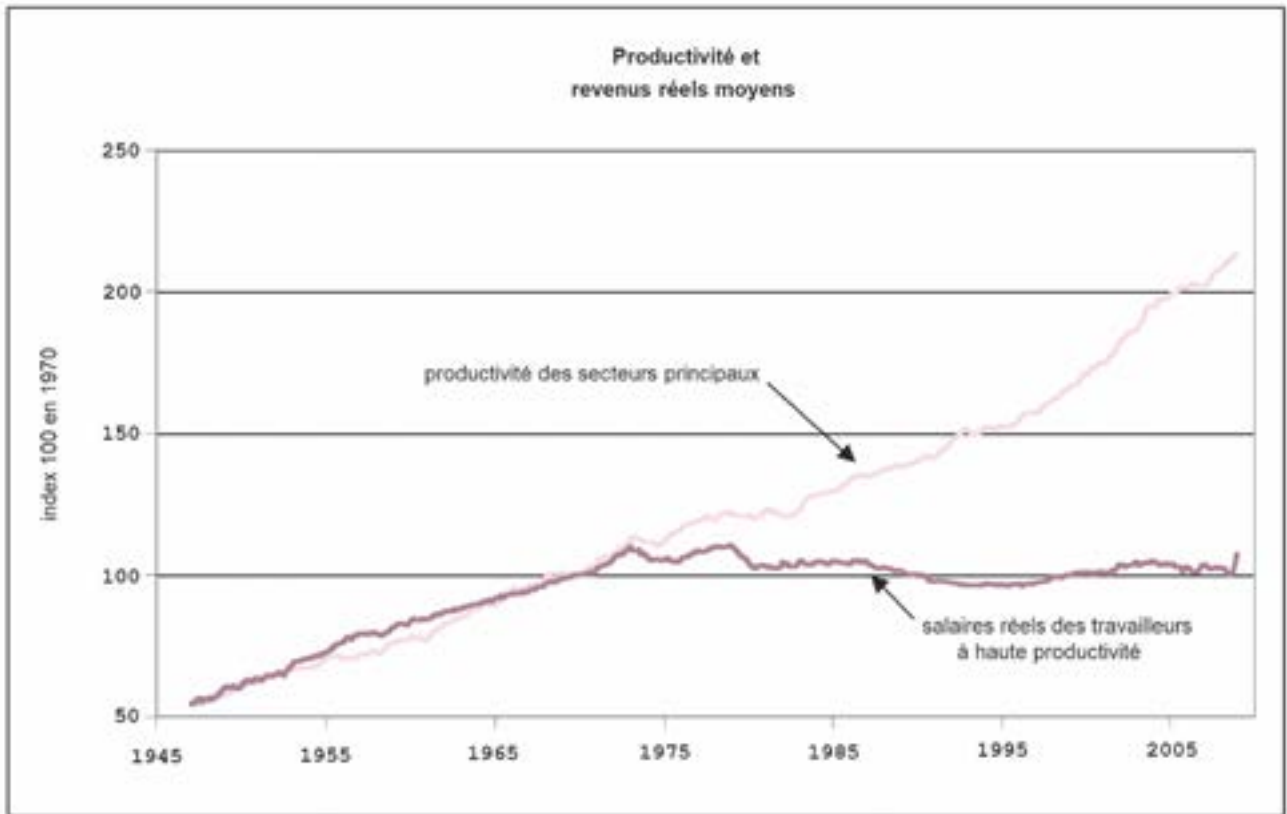
et nourrir la famille. Mais, dans la mesure où le second revenu compense la perte enregistrée dans le revenu du mari, ces salaires supplémentaires sont simplement le signe d'un accroissement de l'exploitation de toute la famille. Et aujourd'hui, la pauvreté se concentre sur les femmes seules ayant des enfants à charge : 51% des ménages pauvres (soit près de 12 millions de personnes) ont une femme à leur tête. Ce constat a amené un site de l'État fédéral sur la pauvreté à suggérer que la réponse à la pauvreté... c'est le mariage ! La proportion de familles pauvres parmi les familles monoparentales qui ont une femme à leur tête est de 38,8% lorsque la femme est noire, de 40,8% lorsqu'elle est hispanique et de 30,2% lorsqu'elle est blanche.

Ce que révèlent tous ces chiffres, de différentes manières, c'est que le niveau de vie de la classe ouvrière s'effondre depuis des années, voire depuis des décennies. L'évolution des salaires se détache depuis longtemps et de plus en plus de la hausse de la productivité, c'est-à-dire de la richesse produite (voir le graphique n° 3 : « Productivité et revenus réels moyens », p. 28).

UN GRAND PAS EN ARRIÈRE

Si l'on remonte un peu le fil de l'histoire, on peut dire que les travailleurs américains se retrouvent dans la précarité à laquelle ils ont toujours été confrontés, à l'exception peut-être des quatre décennies qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale.

Le niveau de vie s'est rapidement amélioré durant les décennies qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale. L'impérialisme américain avait en effet un grand avantage sur ses concurrents impérialistes et sur l'Union soviétique :



LDC



THE ANCHORAGE PRESS

En quête d'un travail lors d'une « Foire à l'emploi », à Los Angeles.

son appareil de production n'avait pas été endommagé par la guerre, ce qui lui a permis d'imposer sa domination sur le monde et d'agrandir notablement sa zone d'influence économique à l'échelle mondiale. Sur le plan intérieur, l'appareil de production américain tournait à plein pour satisfaire la demande européenne, ce qui a rendu possible une expansion à grande échelle de ses forces productives, malgré une série de récessions. La combinaison de ces facteurs a donné au capital américain les moyens de consentir une amélioration considérable du niveau de vie à sa population. De plus, il demeurait confronté à une classe ouvrière organisée et combative forte de l'expérience acquise dans les années 1930 et à la mobilisation croissante de la population noire à partir des années 1950. Ces facteurs ont convaincu la bourgeoisie américaine de céder à la population une petite portion de ses profits qui explosaient. Les gains obtenus ont d'abord concerné la classe ouvrière organisée mais, avec le temps, une grande partie d'entre eux ont également bénéficié à des travailleurs non syndiqués. Il en a résulté une amélioration considérable du niveau de vie, et une certaine stabilité pour des franges importantes de la classe ouvrière.

Sur fond de cette amélioration constante, la classe ouvrière a commencé à considérer un certain nombre de choses comme normales : trouver un emploi correctement payé et le conserver, avoir la certitude que ses enfants auront une situation meilleure, et même bien meilleure s'ils font des études, bénéficier de certaines prestations associées à l'emploi, telles que l'assurance maladie, la retraite, les congés payés, etc. Ces choses « normales » n'ont jamais fait partie du quotidien pour une bonne partie de la classe ouvrière, mais elles faisaient suffisamment partie de

la réalité pour marquer les classes populaires. Il y avait certainement des franges importantes de la population qui étaient pauvres, mais même les Noirs, qui étaient surreprésentés parmi les pauvres et les chômeurs, ont pu bénéficier d'une amélioration assez rapide de leur situation pendant ces années. Tout spécialement après les révoltes urbaines, l'accès aux emplois s'est rapidement étendu, et le niveau de vie de la population noire américaine s'est accru plus vite que celui des Blancs, si bien que la différence entre les deux s'est réduite.

Cette période, durant laquelle la vie de franges importantes de la classe ouvrière était plus ou moins stable, s'est terminée avec la crise économique des années 1970 et, surtout, avec son approfondissement dans les années 1980. Une génération entière n'a rien connu d'autre que la situation actuelle : des emplois précaires, des salaires insuffisants pour avoir un logement décent, des écoles qui ne préparent pas leurs enfants à trouver leur place dans cette société et des services publics dans un tel état de délabrement qu'ils mettent en danger la santé et la vie des classes populaires.

IL FAUT QUE LA CONSCIENCE DE CLASSE SE RENFORCE

Aujourd'hui, faire partie d'une classe exploitée, cela signifie ce que cela a toujours signifié, tant aux États-Unis que partout ailleurs : l'instabilité, l'insécurité sociale, une vie précaire. Le problème, c'est que la classe ouvrière n'a pas encore la pleine conscience de cette réalité : beaucoup de travailleurs sont en colère, beaucoup s'estiment spoliés du fait que certains possèdent beaucoup plus qu'eux, et ils trouvent que c'est injuste. Mais le ressenti-

ment n'est pas un programme politique. Et il peut même entraîner vers des voies assez réactionnaires, comme il le fait aujourd'hui.

Actuellement, la classe ouvrière n'a pas de perspectives fondées sur ses intérêts de classe, elle ne possède pas l'expérience qui lui donnerait ne fût-ce qu'une idée de ce que ces intérêts pourraient être, et n'a pas en tête des objectifs pour lesquels il lui faudrait se battre pour améliorer sa situation. Elle n'a même pas les perspectives militantes réformistes qui marquaient les luttes des années 1930 pour le droit d'avoir un syndicat ou les combats des Noirs dans les années 1950 et 1960 pour l'égalité des droits.

Même les traditions de ces mouvements ont disparu. Les années 1960 sont déjà de l'histoire ancienne. Quant aux années 1930, elles sont littéralement sorties des mémoires : il n'y a plus de témoin vivant pour raconter ce qui s'est passé dans les années 1930, il n'en reste que peu des années 1960, et la plupart ont appris à vivre dans la société actuelle et à l'accepter. L'histoire de ces deux mobilisations de masse a été accaparée par des universitaires réformistes qui taisent le fait que ces mobilisations portaient en germe les possibilités d'une révolution, et qu'elles auraient pu suivre cette voie si elles avaient été conduites par des organisations révolutionnaires.

Mais les seules organisations de classe que les travailleurs avaient alors et qu'ils aient encore aujourd'hui, ce sont les syndicats. Et pendant des décennies, depuis la Deuxième Guerre mondiale, les directions syndicales ont diffusé l'idée – et continuent de le faire dans la situation désastreuse d'aujourd'hui – que les travailleurs peuvent améliorer leur situation en collaborant avec leur patron. Dans le cadre du capitalisme, cela ne peut que signi-



En 1937, à Detroit, les travailleuses de Woolworth, l'équivalent de l'enseigne Wal-Mart aujourd'hui, occupèrent leur lieu de travail avec succès.

Sur la pancarte : « Grève avec occupation. Aidez-nous à gagner la semaine de 40 heures ».

fier qu'ils placent les intérêts de leur patron avant les leurs. Les syndicats ont contribué à renforcer, et même à créer le mythe de la « classe moyenne », l'idée selon laquelle chacun a la possibilité de monter dans cette société. Peut-être cela a-t-il été le cas, mais seulement parce que l'impérialisme américain vivait aux crochets du reste du monde. Le prix de cette position de « classe moyenne », c'étaient les guerres menées par l'impérialisme contre des dizaines de pays sous-développés, et le terrible coût humain qui en a résulté. Presque tous les syndicats ont à peu près toujours apporté leur soutien à ces guerres. On peut dire de même que la reprise de la croissance après la crise de 1929 a été payée par les 80 millions de victimes de la Deuxième Guerre mondiale.

LES SYNDICATS, DES PARTENAIRES DÉSORMAIS SUPERFLUS ET ATTAQUÉS

Aujourd'hui, les syndicats

subissent des attaques, malgré tous les efforts qu'ils déploient depuis des décennies pour respecter leur part de l'accord « entre gentlemen » que John L. Lewis avait arraché à la General Motors (GM) en 1937, et qui fut renforcé par la suite au fur et à mesure que les syndicats obtenaient, les uns après les autres, la reconnaissance officielle de l'État bourgeois. En échange de cette reconnaissance et d'une certaine amélioration des contrats de travail, les syndicats ont effectivement fait office de garants de la paix sociale. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas eu de grèves : il y en eut même de longues et combatives. La bourgeoisie n'a jamais rien cédé sans y être contrainte. Mais ces grèves ont été organisées dans le cadre légal très formalisé qui fut mis en place après la Deuxième Guerre mondiale, une fois que l'engagement pris par les syndicats de ne pas faire grève pendant la guerre fut devenu caduc. Ce cadre devint un obstacle à la diffusion des grèves militantes, même lorsqu'elles restaient sur un terrain strictement écono-

mique, et a fortiori à l'adoption de revendications plus sociales ou politiques.

Aujourd'hui, au moins une partie de la bourgeoisie semble estimer que les syndicats ne sont plus nécessaires pour contenir les luttes de la classe ouvrière. De fait, il n'y a plus eu de luttes de masse à contenir depuis des décennies.

Depuis la période du maccarthysme, l'accord « entre gentlemen » a été sérieusement mis à mal. Vingt-huit États ont adopté des législations sur le « droit de travailler », qui prévoient notamment que les travailleurs ne sont plus affiliés automatiquement à un syndicat une fois que celui-ci a gagné les élections². Ces législations ont d'abord été adoptées dans des États où les syndicats étaient plutôt faibles, puis elles ont touché un État qui a été le symbole de la puissance syndicale, à savoir le Michigan. La Commission du service public du Michigan, suivant les exemples d'autres États, a supprimé unilatéralement le droit des syndicats du secteur public de négocier collectivement

2 Ce système, dit du « closed-shop » (littéralement « boutique fermée »), implique que l'ensemble des salariés d'une entreprise soient membres d'un syndicat donné. (Note de LDC).

autre chose que les salaires et certaines prestations, et a supprimé aussi la quasi-totalité des postes de permanents et heures de délégation payés par l'État. Il est par ailleurs possible que la Cour suprême annule prochainement un jugement relatif à la constitutionnalité des frais facturés par les syndicats du secteur public aux travailleurs non syndiqués (« agency fees »)³. L'administration Trump a imposé aux travailleurs du département de l'Éducation un contrat que ceux-ci avaient rejeté : ce contrat supprime en effet toutes les protections concernant les conditions de travail. Le ministère public au niveau fédéral a lancé des enquêtes pour corruption contre un certain nombre de syndicats en utilisant des lois adoptées sous le maccarthysme. Étant donné la corruption qui suinte par tous les pores de cette société sans que la justice s'en préoccupe, on a du mal à imaginer que le ministère public puisse garder son sérieux lorsqu'il annoncera la condamnation des syndicats pour corruption, tant ils font figure de petits joueurs sur ce plan.

La plupart de ces attaques contre les syndicats viennent du Parti républicain, car les syndicats sont un important soutien des démocrates sur les plans organisationnel et financier. Mais l'intérêt partisan des républicains n'est pas la seule explication : si les syndicats sont attaqués, c'est à la demande d'une partie importante de la bourgeoisie, qui assure même le financement de ces attaques. Et les démocrates n'offrent aucune protection réelle. Lorsqu'au Nevada un gouverneur républicain et une Assemblée partagée entre les deux partis adoptèrent une législation sur le « droit de travailler » dans les années 1950, les démocrates ne firent aucun

effort pour l'annuler quand ils revinrent au pouvoir, et ils en eurent pourtant la possibilité à maintes reprises. Il est utile de se souvenir que les deux plus importantes actions en justice pour corruption ont été lancées sous les administrations démocrates Kennedy et Clinton. Elles visaient en l'occurrence Jimmy Hoffa et Ron Carey et, derrière eux, le syndicat des camionneurs. Et il ne faut pas oublier non plus que, lorsque la bourgeoisie en a eu besoin, elle a pu compter sur le démocrate Roosevelt pour jeter en prison James Cannon et dix-sept autres militants du SWP lors de la Deuxième Guerre mondiale, comme elle avait pu compter sur le démocrate Wilson pour en faire autant d'Eugene Debs et des militants des IWW lors de la Première Guerre mondiale.

Toutes ces actions sont autant de menaces pour l'assise financière des syndicats. Et en retour, elles réduisent la capacité de ces derniers à accomplir leur travail quotidien de défense des travailleurs lésés, d'arbitrage et de négociation collective, autrement dit tout ce travail qui constitue leur raison d'être au sein du cadre légal qui reconnaît les syndicats aux États-Unis. Faire face à ces attaques nécessiterait de mobiliser tous les travailleurs, qu'ils soient qualifiés ou non, quel que soit leur secteur d'activité, et surtout qu'ils soient syndiqués ou non. Il faudrait organiser des grèves qui forceraient les entreprises à fermer et qui entraveraient même le fonctionnement de l'appareil d'État. Certes, il n'est pas du tout certain que les travailleurs soient prêts à répondre aujourd'hui à un tel appel. Mais les syndicats sont tellement intégrés, et depuis tellement longtemps, à l'appareil de l'État bourgeois qu'ils n'ont pas essayé de prendre la température, même pas au Wis-

consin, État dans lequel ils ont pourtant été capables en 2011 d'organiser de grandes manifestations : le seul but qu'ils fixèrent à leurs syndiqués, ce fut de faire démissionner le gouverneur républicain, pour remettre un démocrate à sa place. Même dans les situations où leur existence est en jeu, les syndicats ont montré leur incapacité à mener les luttes nécessaires pour bouleverser profondément cette société.

UNE ÉVOLUTION DE LONG TERME VERS LA DROITE, LÉGITIMÉE PAR TRUMP

C'est dans ce contexte social, à la suite d'années de recul continu du niveau de vie de la population, que Donald Trump s'est hissé sur le devant de la scène politique en 2016. Avec ses tweets vils et réactionnaires, et son nationalisme virulent, Trump est l'expression de l'ampleur du déplacement de l'ensemble de l'arène politique vers l'extrême droite. Mais il faut être prudent et ne pas attribuer la responsabilité de ce développement à sa seule personne. Il est certainement un symbole de cette évolution, et un symbole tout à fait approprié. Mais ce n'est pas lui qui en est la cause. Et il n'en est même pas l'élément clé.

Depuis des décennies, le Parti républicain défend des positions ouvertement réactionnaires : il s'oppose au droit à l'avortement et à l'enseignement de la théorie de l'évolution à l'école, tout en favorisant le développement de la religion, afin d'établir une solide base électorale parmi les extrémistes religieux. Trump n'est pas le premier à en appeler au ressentiment des petits Blancs. Souvenons-nous de Nixon et de son appel à la « majorité silencieuse ». Quand Nixon di-

3 « Agency fees » : il s'agit de frais facturés par un syndicat aux non-syndiqués, au titre des avantages qui ont été obtenus collectivement, par exemple des jours de congés payés. (Note de LDC).

sait « la majorité silencieuse », il le disait de manière que l'on comprenne « les travailleurs patriotes BLANCS qui sont durs à la tâche et ne se plaignent jamais ! » Et tout le monde le comprenait de cette manière. Les républicains dénonçaient les « welfare queens », mères célibataires vivant des prestations sociales, qu'ils accusaient de rouler en Cadillac. Bill Clinton fit mine de proposer une réforme de l'État providence (« Comment nous débarrasser de l'État providence tel que nous le connaissons »). Les républicains en appelaient à la loi et à l'ordre, Clinton leur offrit la vaste construction de l'État carcéral. Et pour ce qui est du slogan « *Make America Great Again* », avec tous ses sous-entendus nationalistes et racistes, Trump l'a aussi emprunté à Bill Clinton. Les idées réactionnaires de Trump ne sont donc vraiment pas nouvelles, et elles ne sont pas propres aux républicains.

Ce qui est différent aujourd'hui, c'est le fait que Trump exprime ouvertement et sans aucune gêne ses idées réactionnaires : il dénigre les femmes, accuse les immigrants d'être des criminels, se moque de la population noire, rend hommage à l'extrême droite, se vante de la force de frappe américaine... Et tout cela est pétri d'un nationalisme empoisonné, qui s'exprime par le personnage raciste que Trump cultive consciemment. Il vomit toutes ces insanités depuis la Maison-Blanche, légitimant les idées les plus réactionnaires, justifiant ceux qui les mettent en pratique, contribuant à renforcer les divisions souvent fortes qui existent déjà au sein de la classe ouvrière. Cela compte, et il faut le dire.

Mais se concentrer sur la

seule personne de Trump empêche de voir que les idées et les actions réactionnaires ont commencé à se répandre avant son arrivée : incendies d'églises de la communauté noire, agressions contre les migrants venant du Mexique par des milices armées, diffusion de préjugés anti-immigrés par les syndicats, recul du rôle de ces derniers à la suite de jugements de tribunaux très hostiles, destructions de cliniques pratiquant des avortements, harcèlement sexuel et viols, assassinats de jeunes hommes noirs... Rien de tout cela n'a commencé avec Trump : il s'agit au contraire de manifestations de l'état de décomposition et de putréfaction dans lequel se trouve la société capitaliste américaine.

Une partie de la gauche au sens large, filant le train du Parti démocrate, fait de Trump le principal problème, milite pour sa destitution ou son retrait par la voie judiciaire. Mais on peut être sûr que, si cela se produit, ce ne sera pas dû à une pression de la population en ce sens mais au fait que des pans importants de la bourgeoisie et de ses pairs politiques veulent son départ.

AVEC OU SANS TRUMP, LA POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE EST POURSUIVIE

Malgré le chaos qui émane de la Maison-Blanche sous Trump, l'appareil d'État américain continue pour l'instant d'exercer toutes ses fonctions, poursuivant tant les guerres commencées sous les prédécesseurs de Trump que, plus généralement, les politiques mises en place par ceux-ci. De ce point de vue, la bourgeoisie

n'a pas vraiment besoin de se débarrasser de Trump. D'autant moins qu'il a décidé de la baisse d'impôts qu'elle voulait. Cependant, il est clair qu'il y a un fort sentiment parmi les politiciens et certaines franges de la bourgeoisie qu'il faut qu'il s'en aille. Ce sentiment se manifeste on ne peut plus clairement dans les éditoriaux de journaux comme le *Washington Post* et le *New York Times*.

Si Trump est contraint à partir – que ce soit au terme d'une procédure de destitution, à la suite d'une procédure pénale ou encore d'une démission suivie d'une amnistie –, ce ne sera certainement pas à cause du flot dégoûtant qu'il déverse sur la population depuis son compte Twitter. S'il doit abandonner son mandat, c'est qu'il aura directement entravé les intérêts de l'impérialisme américain. Dans le but d'accroître sa propre fortune, il semble s'être lancé dans la défense des intérêts de la Russie, ce qui pourrait être problématique pour l'État américain alors que celui-ci est embourbé dans de multiples difficultés dans le monde entier.

Mais rien dans toute cette affaire n'est vraiment clair. Trump a dissimulé ce qu'il a fait. Et le procureur spécial Robert Mueller travaille lui aussi à huis clos⁴. S'il met effectivement Trump en accusation, nous n'aurons aucune idée précise de la nature et de l'ampleur des actes pour lesquels Trump et son entourage sont incriminés. En effet, exposer au grand jour ces manigances, ce serait révéler le fonctionnement ordinaire d'une grande partie de la bourgeoisie. Il faut se souvenir des termes vagues dans lesquels la destitution puis le retrait et l'amnistie de Nixon avaient été présentés.

4 Ancien chef du FBI, le procureur Robert Mueller est chargé de mener l'enquête sur les soupçons d'interférence russe dans la campagne présidentielle de 2016, y compris sur les liens entre l'équipe Trump et le gouvernement russe. Ses conclusions peuvent conduire à la mise en œuvre d'une procédure de destitution (*impeachment*) de Trump.

Enfin, si Trump est contraint à partir, cela n'arrêtera pas nécessairement le déplacement vers la droite du paysage politique américain. Cela pourrait même accentuer le rythme de ce déplacement, l'accélérer, si des forces d'extrême droite se mobilisent en réaction. Du fait de la durée de la crise économique actuelle et du manque d'organisation de la classe ouvrière, le rapport de force favorise l'extrême droite. Et pour peu que Trump soit présenté comme une victime d'intrigues orchestrées par l'establishment, cela pourrait favoriser encore des forces à l'extrême droite de l'échiquier politique.

QUELLE CAMPAGNE POUR UN PARTI DE LA CLASSE OUVRIÈRE ?

Quoi qu'il en soit, la situation politique actuelle est plus réactionnaire qu'il y a deux ans, lorsque nous avons mené notre campagne électorale pour l'émergence d'un Parti de la classe ouvrière (Working Class Party). Ce parti est apparu à un moment où la scène politique était en train de changer, alors que de nombreux travailleurs, qui en avaient assez de la politique conventionnelle, recherchaient quelque chose au-delà des deux grands partis, quelque chose à quoi ils pourraient s'identifier. Les candidatures de Trump et de Sanders ont bénéficié de cette situation. À une bien plus modeste échelle, notre Parti de la classe ouvrière en fit autant. Nous savons que nous avons discuté avec de nombreuses personnes qui avaient voté ou se préparaient à voter pour Trump ou pour Sanders, voire pour Clinton, mais qui étaient tout de même d'accord avec ce que nous avons à dire.

Le climat extrêmement réactionnaire, qui n'a été que partiellement créé par Trump, a durci les fronts sur la scène

politique. En 2018, il ne serait pas étonnant de voir davantage d'électeurs prêts à choisir le vote utile, tant parmi les partisans de Trump que parmi ses opposants. Dans un système bipartisan régi par un scrutin uninominal majoritaire à un tour (dans lequel le candidat qui a la majorité relative remporte tout), il y a une forte incitation à voter pour l'un des deux partis afin d'empêcher l'autre de gagner.

Grâce à Trump, le Parti démocrate est en quelque sorte revenu à la vie : le caractère ouvert de la misogynie, du racisme et du discours anti-immigrés de l'occupant de la Maison-Blanche ont permis aux démocrates d'apparaître comme les défenseurs des couches opprimées de la population. En concentrant la colère contre Trump, ceux-ci arrivent à dissimuler leur propre responsabilité dans une situation qui est devenue réellement désastreuse pour les travailleurs.

Depuis l'arrivée de Trump au pouvoir, les démocrates se sont ostensiblement placés du côté de tous les gens indignés par les faits et gestes de Trump. À l'automne dernier, sous le hashtag #RiseAndOrganize (Soulèvez-vous et organisez-vous), le Parti démocrate a déclaré vouloir « galvaniser ceux qui protestent et les aider à se mobiliser pour des gains politiques réalisables ». Autrement dit, il s'agit de se mobiliser pour faire élire les démocrates en 2018. Et depuis que Trump a été élu, la main – et l'argent – des démocrates ont été de tous les grands événements de protestation, depuis la marche des femmes sur Washington le lendemain de son investiture en janvier 2017 jusqu'aux protestations des étudiants en mars 2018.

En 2016, nous avons eu quelques échanges avec des travailleurs noirs qui nous demandaient avec méfiance ce que voulait dire « la classe ou-

vrière ». Après tout, Trump parlait des travailleurs, et même de classe ouvrière. Est-ce que cela signifiait que nous le soutenions ? Ceux qui nous posaient cette question écoutaient ce que nous avions à dire. Mais que pensaient ceux qui ne nous posaient pas la question ? Et combien y en aura-t-il de plus cette fois-ci qui ne poseront pas la question ? Le fait que Trump l'ait emporté malgré toutes les prévisions et que son administration ait banalisé le racisme a d'ores et déjà nourri méfiance et hostilité dans la population noire, et suscité chez elle un regain des sentiments nationalistes. Il nous faut garder en tête que, pour une grande partie des Noirs, le droit de vote est une conquête arrachée littéralement en versant leur sang – et ils sont nombreux à refuser que quiconque leur dise quoi faire de ce droit.

Nous allons donc faire face à cette méfiance, et ce n'est pas en disant du mal des démocrates que nous marquerons des points. Certes, du point de vue des intérêts des travailleurs, les deux grands partis sont également nuisibles, mais nous militons dans un système bipartisan caractérisé par un scrutin uninominal majoritaire à un tour qui contraint les gens à choisir l'un ou l'autre de ces deux partis. En faisant du racisme sa marque de fabrique, Trump jette la population noire et de nombreux immigrants dans les bras des démocrates. Et si, dans nos discussions avec ces travailleurs, nous ne faisons que critiquer leur choix, comment est-ce qu'ils ne nous considéreraient pas comme des partisans de Trump et des républicains ? Tant que nous nous contentons de critiquer l'un des deux grands partis, le système nous fait apparaître comme soutenant l'autre. C'est pourquoi il nous faut mettre en avant nos idées, NOTRE propre perspective : c'est le seul moyen efficace de répondre aux tra-

vailleurs qui soutiennent l'un des deux grands partis. Si les révolutionnaires participent aux élections dans un système bourgeois, c'est pour exprimer leur propre politique, car personne ne le fera à leur place.

Il est possible que Trump ait perdu une partie du soutien dont il a bénéficié parmi les travailleurs blancs – peut-être même d'une grande partie d'entre eux. Cela signifie-t-il que ceux-ci seront plus ouverts à nos idées ? Peut-être. Mais il est plus raisonnable de penser que beaucoup d'entre eux seront simplement démoralisés par cette expérience. Et, dans tous les cas, il y a tous ceux qui continuent à le soutenir malgré sa possible destitution, voire en raison même de cela, et le soutien de ceux-là semble s'être renforcé, pour autant que nous puissions en juger. Certains apprécient son côté ouvertement raciste. Et puis il y a les autres. Ceux qui veulent d'abord exprimer leur colère vis-à-vis de la situation très difficile où ils se trouvent, et qui le soutiennent malgré son racisme. Cela signifie qu'ils ne voient pas le danger des idées racistes – et ce sont peut-être les prémices de leur acceptation. Il est difficile d'imaginer que, dans la campagne électorale qui s'annonce, il sera plus facile de discuter avec les partisans de Trump. Il ne suffira pas de parler de l'unité de la classe ouvrière sur le plan moral. Nous devons parler de ce que la classe ouvrière pourrait faire, des perspectives qu'elle pourrait se donner, mais aussi du type de lutte nécessaire, du fait qu'il lui faut se préparer à mobiliser ses forces contre la bourgeoisie, ce qui nous ramène finalement au fait qu'au-delà des différences apparentes de toutes ses composantes il y a une seule classe ouvrière.

Nous devons exprimer nos idées de manière plus précise. Il ne suffit pas de parler de classe ouvrière et de lutte. Trump utilise les termes de « classe ouvrière », « travailleurs » ou encore « simples travailleurs », et même une partie de l'extrême droite en fait autant (pensons par exemple au Traditionalist Worker Party)⁵. Et parler de socialisme peut également générer de la confusion : ce terme a été utilisé par de nombreux politiciens, dont Bernie Sanders, et aussi par les nazis, dont le parti s'appelait le Parti ouvrier allemand national-socialiste.

De plus, ce n'est pas simplement une question de lutte. En effet les luttes de la classe ouvrière peuvent très bien n'ouvrir aucune perspective, si elles visent simplement à arracher des réformes, à obtenir pour les travailleurs une meilleure part des richesses qu'ils ont produites. C'est la perspective que les syndicats ont donnée à la classe ouvrière depuis 1945, et qui a conduit à l'impasse dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui.

LA CLASSE OUVRIÈRE, SEULE CLASSE RÉVOLUTIONNAIRE

Pour nous, parler de classe ouvrière n'a pas de sens en dehors de l'objectif que celle-ci peut donner à ses luttes, à savoir le communisme. La classe ouvrière a la capacité de s'approprier toutes les richesses produites et de les mettre à la disposition de l'ensemble de la société. Si nous n'avons pas cela en tête lorsque nous discutons, nous pouvons facilement nous contenter d'appeler à la lutte. La question n'est pas simplement de lutter, mais de ce pour quoi nous voulons lutter.

Enracinée au cœur même de la production, la classe ouvrière possède la capacité de satisfaire toutes les revendications qui découlent de ses besoins : répartir le travail, afin que chacun ait un emploi ; fixer des salaires permettant à chacun d'avoir un niveau de vie décent ; indexer les salaires sur l'inflation, afin de les augmenter immédiatement lorsque les prix augmentent ; utiliser l'argent public pour financer des services qui sont utiles à la population : éducation, santé, services publics en général ; et rendre publics tous les vols et méfaits commis par la bourgeoisie, en montrant qu'il est possible de satisfaire toutes ces revendications, et bien plus encore, et que l'essentiel est de savoir quelle classe sociale contrôle les richesses existantes. Nous savons que la classe ouvrière ne peut satisfaire aucune de ces revendications dans le cadre du capitalisme, et c'est justement parce que, dans ce système, c'est la bourgeoisie qui contrôle les richesses. Mais ces revendications correspondent à la situation actuelle de la classe ouvrière. Combien de travailleurs pouvons-nous toucher en les mettant en avant ? Nous n'en savons rien. Mais ce dont nous sommes convaincus, c'est qu'une bonne partie d'entre eux peuvent comprendre que la classe ouvrière a besoin de s'organiser en tant que classe, et qu'ils ont répondu positivement lors de notre campagne de 2016 sur la nécessité pour la classe ouvrière de créer son propre parti⁶. Nous ferons de même cette année. Il nous faudra garder en tête la perspective révolutionnaire du *Programme de transition* élaboré par Trotsky.

Nous n'avons pas peur de décrire la situation actuelle telle

5 Traditionalist Worker Party : parti néo-nazi américain, partisan de la suprématie de la race blanche. (Note de LDC).

6 Le Working-class party avait présenté des candidats dans le Michigan aux élections de novembre 2016. Voir les articles « États-Unis : la classe ouvrière a besoin de son propre parti » (*Lutte de classe*, n° 176, septembre-octobre 2016) et « Interventions des groupes invités (extraits) » (*Lutte de classe*, n° 180, décembre 2016-janvier 2017).

qu'elle est. Il y a eu quelques grèves ponctuelles, isolées et limitées aux travailleurs impliqués et bénéficiant parfois du soutien d'autres travailleurs. Certaines grèves, comme celle des enseignants de l'État de Virginie-Occidentale, sont même allées un peu plus loin. Mais il n'en reste pas moins qu'il y a eu très peu de luttes. Et surtout, la classe ouvrière n'a pas mené de luttes sur un large front depuis des décennies. Faire ce constat ne signifie pas que nous avons perdu confiance dans les capacités de la classe ouvrière de lutter sur une base de classe, ni que celle-ci a perdu sa capacité à combattre le capitalisme, à le détruire et à donner naissance à une société nouvelle.

Certains caressent l'idée que la classe ouvrière a perdu ses capacités, que d'autres forces sont en train de devenir essentielles pour amener le progrès: les femmes, les étudiants, les jeunes Noirs, les immigrants, etc. Pour ce qui nous concerne, nous ne pensons pas que nous sommes entrés dans une nouvelle période historique qui serait caractérisée par la disparition de la classe ouvrière en tant que sujet révo-

lutionnaire simplement parce qu'elle n'a pas mené de luttes de masse depuis des décennies. Nous ne pensons pas non plus qu'elle perd de son importance parce que les ouvriers, ses principaux bataillons, sont en train de devenir minoritaires en son sein. La question principale reste que la position de la classe ouvrière au sein de l'économie lui donne les raisons et les moyens de détruire le capitalisme et de le remplacer par un autre système.

Nous ne pouvons pas dire quand la classe ouvrière se mobilisera de nouveau. Elle a déjà montré sa capacité à le faire par le passé, et ce après de longues périodes réactionnaires. Et elle le fera à nouveau, peut-être même d'une manière extrêmement soudaine. La principale question alors, ce sera de savoir si les travailleurs en lutte ont à leur tête les militants dont ils ont besoin. Des militants révolutionnaires réussiront-ils à s'implanter au sein de la classe ouvrière? Et combien seront-ils? Durant la longue période pendant laquelle la Révolution russe a dégénéré, isolée dans un seul pays, la classe ouvrière n'a pas

trouvé les chefs dont elle avait besoin. Aux États-Unis, les militants ouvriers fiers d'être communistes ont été extrêmement rares. Il y a des raisons historiques et politiques à cela, et d'abord l'absence de militants communistes révolutionnaires organisés au sein de la classe ouvrière.

Nous ne pouvons rien faire pour provoquer des luttes, pour sortir de cette période réactionnaire ni même pour l'empêcher de devenir encore plus réactionnaire. Mais nous pouvons nous battre pour maintenir vivantes les idées révolutionnaires. Nous pouvons trouver de nouveaux militants. Nous pouvons leur transmettre les idées communistes et les rendre fiers de ces idées. En d'autres termes, nous pouvons préparer la génération révolutionnaire qui sera en mesure de jouer un rôle dirigeant dans les luttes futures. Et nous pouvons continuer à porter l'idée phare que la classe ouvrière a besoin de construire ses propres organisations, c'est-à-dire concrètement, aujourd'hui, un parti de la classe ouvrière.

1^{er} avril 2018

Depuis quelques années, et encore ces dernières semaines, des travailleurs sont en lutte pour exiger 15 dollars de l'heure, notamment dans le secteur du fast-food. Ici des travailleurs de Minneapolis en août dernier.



STAR TRIBUNE

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

AFRIQUE

- Afrique du Sud: de l'apartheid au pouvoir de l'ANC (n° 118, 29 janvier 2010)
- L'Afrique malade du capitalisme (n° 104, 16 juin 2006)

MOYEN-ORIENT

- Moyen-Orient: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme (n° 138, 14 novembre 2014)
- Israël-Palestine: comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique (n° 109, 1^{er} février 2008)

EUROPE

- Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine (n°140, 6 mars 2015)
- L'Europe: ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter (n° 136, 11 avril 2014)
- L'immigration dans l'Europe en crise (n° 135, 24 janvier 2014)
- La Grèce face à la crise (n° 133, 14 juin 2013)
- Allemagne: vingt ans après, où en est la réunification? (n° 122, 19 novembre 2010)

AMÉRIQUE

- Amérique latine: les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis (n° 105, 24 novembre 2006)
- La longue lutte des Noirs américains (n° 142, 19 juin 2015)

ASIE

- Afghanistan, Pakistan: toute une région déstabilisée par l'impérialisme (n° 128, 18 novembre 2011)
- L'Inde: de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité (n° 102, 10 mars 2006)
- La Chine: nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement? (n° 101, 27 janvier 2006)

RÉVOLUTION RUSSE

POUR CHANGER LE MONDE, LES TRAVAILLEURS AU POUVOIR

- Texte des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud au meeting du 20 octobre 2017 à la Mutualité (n° 150)

- L'explosion sociale de Mai-Juin 68 (n° 154, 13 avril 2018)



- Brésil: des révoltes d'esclaves aux luttes du prolétariat (n° 153, 16 février 2018)

IDÉES/HISTOIRE

- États-Unis: les avatars de l'alternance démocrates-républicains et la classe ouvrière (n° 148, 18 novembre 2016)
- Face aux ravages de la mondialisation capitaliste, l'impasse du souverainisme (n° 147, 10 juin 2016)
- Syriza, Podemos... quelles perspectives pour les « gauches radicales »? (n° 146, 8 avril 2016)
- Les combats pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier (n° 144, 8 janvier 2016)
- Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme (n° 143, 9 octobre 2015)
- Temps de travail, salaires et lutte des classes (n° 141, 10 avril 2015)
- Développement des sciences et fondements des idées communistes (n° 139, 23 janvier 2015)
- Guerre de 1914-1918: la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier (n°137, 19 septembre 2014)
- La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines (n° 131, 22 février 2013)
- La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière (n° 130, 25 janvier 2013)
- Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression (n° 129, 16 novembre 2012)
- Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement (n°126, 13 mai 2011)
- Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation (n° 124, 4 mars 2011)
- Les religions, l'athéisme et le matérialisme (n° 123, 28 janvier 2011)
- Les syndicats hier et aujourd'hui (n° 121, 15 octobre 2010)
- La décroissance: faire avancer la société à reculons (n° 117, 10 décembre 2009)

FRANCE

- L'enseignement public (n° 114, 30 janvier 2009)
- Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement (n° 111, 13 juin 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant cinq timbres à 0,80 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Où trouver *Lutte de classe*?

FRANCE

PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac, Paris 5^e
La Brèche, 27, rue Taine
Paris 12^e

ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

BOURGES

La Plume du Sarthate
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet
5, place du Marché-aux-poissons²

DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

DOLE

Tabac-Presse Le Marigny
47, rue des Arènes

GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse Le Berriat
97, cours Berriat

IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire
16, rue Gabriel-Péri

LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons
21, rue Saint-Nicolas

LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps
35, rue Pavillon, Marseille 1^{er}

NANTES

Librairie Vent d'Ouest
5, place du Bon-Pasteur

RENNES

Tabac-presse La Civette
(Centre commercial des Longs
Champs)

ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

SAINT-ETIENNE

Librairie Mauvais genre
11, rue Léon-Nautin

TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

VALENCE

Librairie Notre temps
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match - Grand Camp

LA DOMINIQUE

ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenaustr. 2a - Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
B-1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd
Adresse:
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 -
SEVILLA
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203
<http://www.the-spark.net>



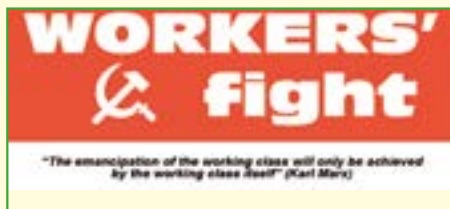
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,20 €
Abonnements: France - DOM TOM,
six mois: 20 €; un an: 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



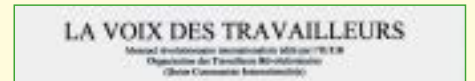
Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an:
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € -
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille -
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugée
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO -
ITALIA
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linernazionale.it> - contact
e-mail: l.internazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>